

Université de Paris Ouest Nanterre

École Doctorale « Économie, Organisations, Société »

INSTITUTIONS ET DYNAMIQUES HISTORIQUES DE L'ÉCONOMIE UMR CNRS 8533

Thèse pour obtenir le grade de docteur de l'Université de Paris Ouest Nanterre

Discipline : Sociologie

Présentée par :

Claire VIVES

L'institutionnalisation du recours aux opérateurs privés de placement au cœur des conflits de régulation du service public de l'emploi (2003-2011)

Annexes

Thèse sous la direction d'Annette JOBERT

Directrice de recherche CNRS

Présentée et soutenue publiquement

le 25 novembre 2013

Devant le jury composé de :

Jean-Claude Barbier	Directeur de recherche CNRS	Président du jury
	<i>CES - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne</i>	
Marnix DRESSEN	Professeur	Rapporteur
	<i>Université de Versailles Saint Quentin-en-Yvelines</i>	
Jérôme GAUTIÉ	Professeur	Rapporteur
	<i>Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne</i>	
Annette JOBERT	Directrice de recherche CNRS	Directrice
	<i>IDHE – Paris Ouest Nanterre</i>	
Carole TUCHSZIRER	Chargée de recherche	Examinatrice
	<i>Centre d'études de l'emploi</i>	

Liste des annexes

<u>LISTE DES ANNEXES</u>	3
<u>ANNEXE I : LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES</u>	5
<u>ANNEXE II : ENTRETIENS ET OBSERVATIONS</u>	7
<u>ANNEXE III - TABLEAUX ET FIGURES COMPLEMENTAIRES</u>	13
<u>ANNEXE IV - REGULATIONS DE L'INDEMNISATION ET DU PLACEMENT DES CHOMEURS (2001-2008)</u>	32
<u>ANNEXE V - REGULATIONS DE L'INDEMNISATION ET DU PLACEMENT DES CHOMEURS APRES LA FUSION</u>	33
<u>ANNEXE VI - LES DISPOSITIFS DE RECOURS AUX OPERATEURS PRIVES DE PLACEMENT ET LEURS EVALUATIONS (2003-2011)</u>	35
<u>ANNEXE VII - LES DISPOSITIFS DE RECOURS AUX OPERATEURS PRIVES DE PLACEMENT COMMANDITES PAR LE REGIME D'ASSURANCE CHOMAGE (2003-2008)</u>	36
<u>ANNEXE VIII - LES DISPOSITIFS DE RECOURS AUX OPERATEURS PRIVES DE PLACEMENT COMMANDITES PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES NATIONALES (2006-2011)</u>	37
<u>ANNEXE IX - STRUCTURE DE REMUNERATION ET PRIX POUR LES PRESTATIONS CONFIEES AUX OPERATEURS PRIVES DE PLACEMENT (2003-2011)</u>	38
<u>ANNEXE X - DELEGATION GENERALE A L'EMPLOI ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE : ORGANIGRAMME ET NOTICE DE PRESENTATION (2003-2011)</u>	40
<u>ANNEXE XI - DIRECTION GENERALE DE POLE EMPLOI : ORGANIGRAMME ET NOTICE DE PRESENTATION</u>	42
<u>ANNEXE XII - DIRECTION DE L'UNEDIC : ORGANIGRAMME ET NOTICE DE PRESENTATION</u>	44

Annexe I : Liste des abréviations et sigles

AFPA – Association nationale pour la formation professionnelle des adultes
ANI – Accord national interprofessionnel
ANPE – Agence nationale pour l’emploi
APEC – Association générale
ARE – Allocation d’aide au retour à l’emploi
ASS – Allocation de solidarité spécifique
Assédic – Association pour l’emploi dans l’industrie et le commerce
AUD – Allocation unique dégressive
BIT – Bureau international du travail
CARE – Contrat d’aide au retour à l’emploi
CdSE – réseau des chefs des services de l’emploi
CFDT – Confédération française démocratique du travail
CFE-CGC – Confédération française de l’encadrement-confédération générale des cadres
CFTC – Confédération française des travailleurs chrétiens
CGPME – Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises
CGT – Confédération générale du travail
CGT-FO – Confédération générale du travail force ouvrière
CJCE – Cour de justice des communautés européennes
CNIS – Conseil national de l’information statistique
CPE – Contrat première embauche
CREST – Centre de recherche en économie et statistique
CUCS – Contrat urbain de cohésion sociale
CVE – Cap vers l’entreprise
DARES – Direction de l’animation de la recherche des études et des statistiques
DE – Demandeur d’emploi
DGEFP – Délégation générale à l’emploi et à la formation professionnelle
DUDE – Dossier unique du demandeur d’emploi
EEP – Ecole d’Economie de Paris
FNE – Fonds national pour l’emploi
FSE – Fonds social européen
GOPE – Grandes orientations de politique économique
IGAS – Inspection générale des affaires sociales
IGF – Inspection générale des finances

INSEE – Institut national de la statistique et des études économiques
LOLF – Loi organique relative aux lois de finances
MEDEF – Mouvement des entreprises de France
MOC – Méthode ouverte de coordination
OCC – Outil de constitution de cohortes
OCDE – Organisation pour la coopération et le développement économique
OIT – Organisation internationale du travail
OPP – Opérateurs privés de placement
PAP / ND – Programme d’action personnalisé pour un nouveau départ
PARE – Plan d’aide au retour à l’emploi
PPAE – Projet personnalisé d’accès à l’emploi
PE – Pôle emploi
RAC – Régime d’assurance chômage
RGPP – Révision générale des politiques publiques
RMI – Revenu minimum d’insertion
RSA – Revenu de solidarité active
SEE – Stratégie européenne de l’emploi
SMP – Suivi mensuel personnalisé
SPE – Service public de l’emploi
SPNDE – Service personnalisé pour un nouveau départ
UE – Union européenne
Unédic – Union nationale interprofessionnelle pour l’emploi dans l’industrie et le commerce
UPA – Union professionnelle artisanale
ZUS – Zone urbaine sensible

Annexe II : Entretiens et observations

Tableau récapitulatif des entretiens (81)

Organisation / Institution d'appartenance	Fonction (s) / Mandat(s)	Date
ANPE	Directeur général de l'ANPE au moment des premières expérimentations de recours aux OPP	Octobre 2010
ANPE	Responsable du programme Objectifs entreprise	Décembre 2011
ANPE	Directeur général adjoint de l'ANPE au moment des expérimentations de recours aux OPP	Septembre 2009
ANPE	Ancien directeur juridique	Décembre 2011
ANPE / DGEFP/ Pôle emploi	<ol style="list-style-type: none"> 1) Cadre du service juridique de l'ANPE 2) Conseillère juridique auprès du DGEFP au moment de la fusion 3) Directrice adjointe de la direction de l'orientation et de la formation de PE 	Octobre 2011
ANPE / Pôle emploi	Responsable nationale du SNU-ANPE / PE	Août 2010
ANPE / Pôle emploi	Responsable régional (Ile de France) du SNU-ANPE / PE	Août 2010
ANPE / DGEFP / Pôle emploi	<ol style="list-style-type: none"> 1) Haute fonctionnaire du département des synthèses de la DGEFP au moment du démarchage commercial d'Ingeus 2) Directrice de la direction des études, de l'évaluation et des statistiques de l'ANPE 3) Directrice de la direction études, évaluations et affaires internationales de Pôle emploi 	Mars 2011
DGEFP	Responsable de la mission marché du travail de la DGEFP	Octobre 2011
DGEFP	Chargée de mission au sein de la mission marché du travail de la DGEFP	Octobre 2011
DGEFP	Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle en fonction après la loi Borloo	Décembre 2010
DGEFP	Délégué général adjoint en charge du service des politiques de l'Emploi et de la Formation professionnelle en fonction au moment de la loi de 2005	Septembre 2010
DGEFP	Responsable de la sous-direction service public de l'emploi	octobre 2010
DGEFP	Déléguée générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle lors des premières expérimentations de recours aux OPP	Octobre 2011
DGEFP	Responsable de la mission insertion des jeunes au moment des expérimentations de recours aux OPP	Septembre 2011
DGEFP	Membre du département des Synthèses de la DGEFP	Décembre 2010

Organisation / Institution d'appartenance	Fonction (s) / Mandat(s)	Date
DGEFP	Délégué général adjoint en charge du service des politiques de l'Emploi et de la Formation professionnelle en fonction au moment des premières expérimentations	Novembre 2011
DGEFP	Chargé de mission au sein de la mission insertion des jeunes qui travaille notamment sur le dispositif Accompagnement des jeunes diplômés	Mars 2011
DGEFP	Chargée de mission au sein de la Mission insertion des jeunes de la DGEFP qui travaille notamment sur le dispositif Contrat d'autonomie	Avril 2011
IGF	Inspecteur des finances ayant réalisé l'évaluation de la première convention pluriannuelle Etat, Unédic, Pôle emploi	Mars 2011
IGF	Inspecteur des finances ayant réalisé l'évaluation de la première convention pluriannuelle Etat, Unédic, Pôle emploi	Mars 2011
IGF	Inspecteur général des finances, membre du comité d'évaluation de Pôle emploi	Mars 2011
Ministère	Conseiller technique au sein du Cabinet de Christine Lagarde au moment de la loi Borloo	Septembre 2010
Unédic	Cadre au sein de la direction des Affaires juridiques	Septembre 2008
Unédic	Salariée de l'Unédic, ancienne secrétaire confédérale de la CFDT	Mars 2011
Unédic	Chargée de mission au sein de la direction en charge du réseau à l'Unédic au moment d'Accompagnement renforcé	Décembre 2008
Unédic	Chargé de mission au sein de la direction en charge du réseau à l'Unédic au moment d'Accompagnement renforcé	Novembre 2008
Unédic	Responsable national du suivi de l'expérimentation Accompagnement renforcé au sein de l'Unédic	Décembre 2008
Unédic	Directeur général de l'Unédic au moment des expérimentations de recours aux OPP	Août 2010
Unédic	Responsable de la direction de l'Unédic en charge du réseau des Assédics au moment des expérimentations de recours aux OPP	Janvier 2011
Unédic	Cadre de la direction des affaires juridiques de l'Unédic avant la fusion	Décembre 2008
Unédic	salarié du Pôle « contrats et marchés » de l'Unédic,	Avril 2009
Unédic	membre du comité de direction de l'Unédic	Novembre 2011
Unédic	directeur général adjoint de l'Unédic en charge du réseau des Assédics	Novembre 2010

Organisation / Institution d'appartenance	Fonction (s) / Mandat(s)	Date
Unédic / Pôle emploi	1) Directeur adjoint de la direction Etudes et statistiques de l'Unédic 2) Responsable de la sous-direction Enquêtes et prévisions	Novembre 2008 Juillet 2010
Unédic / Pôle emploi	1) membre du comité de direction de l'Unédic, chargé du réseau puis des relations avec l'ANPE 2) Chargé des relations avec l'ANPE 3) conseiller chargé des relations avec les acteurs du SPE au sein de PE 4) Membre du cabinet du directeur général	Février 2009 (2 entretiens)
Assédic	Directeur de l'Assédic de l'Ouest Francilien au moment de l'expérimentation Maatwerk	Octobre 2011
Assédic	Responsable de la direction Partenariats de l'Assédic de Paris au moment d'Accompagnement renforcé	Novembre 2008
Pôle emploi	Directeur de la sous-direction études et évaluations	Juin 2010 Janvier 2011
Pôle emploi	Chef du département partenariats, organisation territoriale au sein de la sous direction études et évaluations en charge du suivi de l'évaluation des programmes Trajectoire emploi et Accompagnement des licenciés économiques,	Mai 2010 Janvier 2011
Pôle emploi	directeur de la direction Clients	Décembre 2010
Pôle emploi	directrice de cabinet du directeur général et de la direction de la transformation	Décembre 2010
Pôle emploi	Chargée de mission en charge du suivi des marchés passés avec les OPP au sein de la direction régionale déléguée de Pôle emploi (Est francilien)	Décembre 2010
Pôle emploi	Chef du département veille prospective et international, direction Etudes, évaluations et affaires internationales, sous-direction études, évaluations de Pôle emploi	Juin 2010
Pôle emploi	Membre du service Pilotage des opérateurs au sein de la direction Clients, Services et Partenariats au sein de la direction régionale de Pôle emploi(Ile de France)	Juillet 2010
Pôle emploi	Membre du service Pilotage des opérateurs au sein de la direction Clients, Services et Partenariats au sein de la direction régionale de Pôle emploi (Ile de France)	Octobre 2010
Pôle emploi	Membre du cabinet de Pôle emploi	Janvier 2012
Syndicat de salariés	Représentant au sein du Bureau de l'Unédic de la CGT-FO, au CA de Pôle emploi et président du comité d'évaluation de Pôle emploi	Décembre 2010
Syndicat de salariés	Représentante CFDT au sein du Bureau de l'Unédic, représentant de la CFDT au sein du comité d'évaluation de Pôle emploi	Août 2010

Organisation / Institution d'appartenance	Fonction (s) / Mandat(s)	Date
Syndicat de salariés	Conseiller technique à la CGT-FO	Juillet 2010
Syndicat de salariés	Représentant de la CFDT, Président de l'Unédic après la fusion, administrateur de Pôle emploi	Août 2010
Syndicat de salariés	Représentant de la CFE-CGC au Bureau de l'Unédic, administrateur de l'ANPE	Août 2010
Syndicat de salariés	Représentant de la CGT-FO au Bureau de l'Unédic	Octobre 2011
Syndicat de salariés	Représentant de la CGT au Bureau de l'Unédic après la fusion et au CA de Pôle emploi	Septembre 2010
Syndicat de salariés	Représentant de la CGT au Bureau de l'Unédic au moment des expérimentations	Septembre 2011
Syndicat de salariés	Représentant de la CFTEC au Bureau de l'Unédic et au CA de l'ANPE	Août 2010
Syndicat de salariés	Représentant de la CFDT, Président, vice-président de l'Unédic au moment du PARE	Septembre 2010
Syndicat de salariés	Vice-président exécutif du MEDEF au moment du PARE	Juin 2013
Syndicat de salariés	Représentant CFDT au sein du Bureau de l'Unédic	Août 2010
Organisation patronale	Représentant du MEDEF, président et vice-président de l'Unédic au moment des expérimentations de recours aux OPP	Octobre 2010
Organisation patronale	Représentante du MEDEF au Bureau de l'Unédic	Février 2011
Organisation patronale	Représentant de la CGPME au Bureau de l'Unédic	Juillet 2010
Organisation patronale	Conseillère technique au MEDEF	Juillet 2010
	Président du comité de pilotage de l'évaluation OPP/CVE	Janvier 2010
Ecole d'économie de Paris	Chercheur associé à l'Ecole d'Economie de Paris, affilié au J-PAL ayant participé à l'évaluation randomisée pour l'évaluation OPP/CVE	Octobre 2009
CREST	Chercheur membre du CREST, affilié au J-PAL ayant participé à l'évaluation randomisée	Novembre 2011
Cabinet de consultant	Prestataire de l'ANPE pour l'enquête monographique de l'évaluation OPP/CVE	Juin 2010
Cabinet de consultant	Directeur d'un cabinet prestataire de l'Unédic pour l'enquête monographique de l'évaluation OPP/CVE	Mai 2010
DARES	Chargée de mission ayant participé à l'enquête statistique de l'évaluation OPP/CVE	Décembre 2010
OPP Pôle emploi	Responsable de site au sein d'un « organisme de formation professionnelle et d'accompagnement » prestataire	Juillet 2010
OPP Pôle emploi	« Chargé de mission prestations » au sein d'une association (formation, prestations pour le SPE) prestataire	Juin 2010

Organisation / Institution d'appartenance	Fonction (s) / Mandat(s)	Date
OPP Pôle emploi	Directeur de site au sein d'une association prestataire	Octobre 2010
OPP Unédic	Directeur de l'activité emploi chez BPI au moment des expérimentations de recours aux OPP	Mars 2009
OPP Unédic	Directeur général d'Ingeus France au moment de l'expérimentation Ingeus	août 2010
OPP Unédic / Pôle emploi	Consultante au sein d'un OPP sur le marché Unédic puis responsable de la coordination (pour les différents lots) sur les marchés trajectoire emploi et accompagnement des licenciés économiques	Décembre 2010
OPP Unédic/Pôle emploi	Directeur national de Sodie	Avril 2009
OPP Unédic / Pôle emploi	Entretien avec une salariée de Sodie (auparavant salariée chez Ingeus)	Décembre 2011

Tableau récapitulatif des observations (observations et 15 entretiens)

Organisation / Institution d'appartenance	Nature de l'observation	Date	Durée
Unédic	Assemblée générale du personnel	Mars 2009	1 journée
Unédic	Assemblée générale du personnel	Janvier 2011	1 journée
Unédic	Participation au travail interne d'évaluation de la convention tripartite pluriannuelle Etat, Unédic, Pôle emploi (réunions, écriture collective de notes)	Décembre 2010 à Août 2011	
OPP Unédic	Opérateur : A4E. Entretien avec une responsable de site, observation d'un « welcome » (réunion d'accueil des demandeurs d'emploi)	Avril 2009	½ journée
OPP Unédic	Opérateur : Ingeus. 2 entretiens avec des consultants, observation de deux entretiens avec des demandeurs d'emploi et d'une séance collective de préparation à l'entretien d'embauche	Mars 2009	1 journée
OPP Unédic	Opérateur : Védior. 3 entretiens avec des consultants, observation de deux entretiens avec des demandeurs d'emploi	Février 2009	1 journée

Organisation / Institution d'appartenance	Nature de l'observation	Date	Durée
OPP Unédic	Opérateur : BPI. 5 entretiens avec des consultants, observation d'une réunion d'information collective et observation de trois entretiens avec des demandeurs d'emploi.	Avril 2009	1 journée
OPP Pôle	Opérateur : SCOP de petite taille qui intervient au sein d'un groupement. 4 entretiens avec des salariés.		1 journée
Pôle emploi	Comité de pilotage des prestations Trajectoire emploi et Accompagnement des licenciés économiques	Septembre 2010 /	2 heures
Pôle emploi	Comité de pilotage des prestations Trajectoire emploi et Accompagnement des licenciés économiques	Décembre 2010	2 h 30
Pôle emploi	Restitution de l'évaluation Trajectoire emploi et Accompagnement des licenciés économiques	Janvier 2012	½ journée

Annexe III - Tableaux et figures complémentaires

Tableau 1 - Taux de croissance annuel en volume (1950-2012).....	14
Tableau 2 - Taux d'activité selon le sexe (1975-2012).....	14
Tableau 3 - Taux d'activité des 15-24 ans selon le sexe (1975-2012).....	15
Tableau 4 - Taux d'activité des 55-64 ans selon le sexe (1975-2012).....	15
Tableau 5 : Taux de chômage selon le sexe (1946-1980)	16
Tableau 6 - Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe (1982-2012).....	16
Tableau 7 - Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe (2001-2012).....	17
Tableau 8 - Taux de chômage selon l'âge (1975-2012).....	17
Tableau 9 – Taux d'emploi selon le sexe (1975-2012)	18
Tableau 10 - Taux de chômage un à quatre ans après la fin des études initiales selon le niveau de diplôme (1979-2010).....	19
Tableau 11 - Nombre de chômeurs (au sens BIT) selon l'ancienneté (1975-2010)	19
Tableau 12 – Part de chômage de longue durée en France et dans l'ensemble de l'OCDE (1983-2011)	20
Tableau 13 - Chômage de longue durée selon le sexe (2003-2010).....	21
Tableau 14 - Part dans l'emploi des formes particulières d'emploi (1982-2012)	21
Tableau 15 – La dépense pour l'emploi en points de PIB (1973-2006).....	22
Tableau 16 - Structure de la dépense pour l'emploi (1973-2006)	23
Tableau 17 - Coût des dispositifs ciblés rapportés au PIB (1973-2006)	23
Tableau 18 - Structure des dépenses de politiques du marché du travail (2000-2010)..	24
Tableau 19 - Dépenses pour les politiques actives du marché du travail (2000-2010)..	25
Tableau 20 - Structure des dépenses générales en faveur de l'emploi et du marché du travail (2000-2010).....	26
Tableau 21 - Chômeurs indemnisés et endettement de l'assurance chômage.....	27
Tableau 22 - Chômage et chômage indemnisé (2001-2011).....	27
Tableau 23 – Taux de couverture 2000-2011	28
Tableau 24 - Origine des chômeurs indemnisés (2001-2011).....	29
Figure 1 - Représentation du personnel de ANPE	30

Tableau 1 - Taux de croissance annuel en volume (1950-2012)

Source : Insee

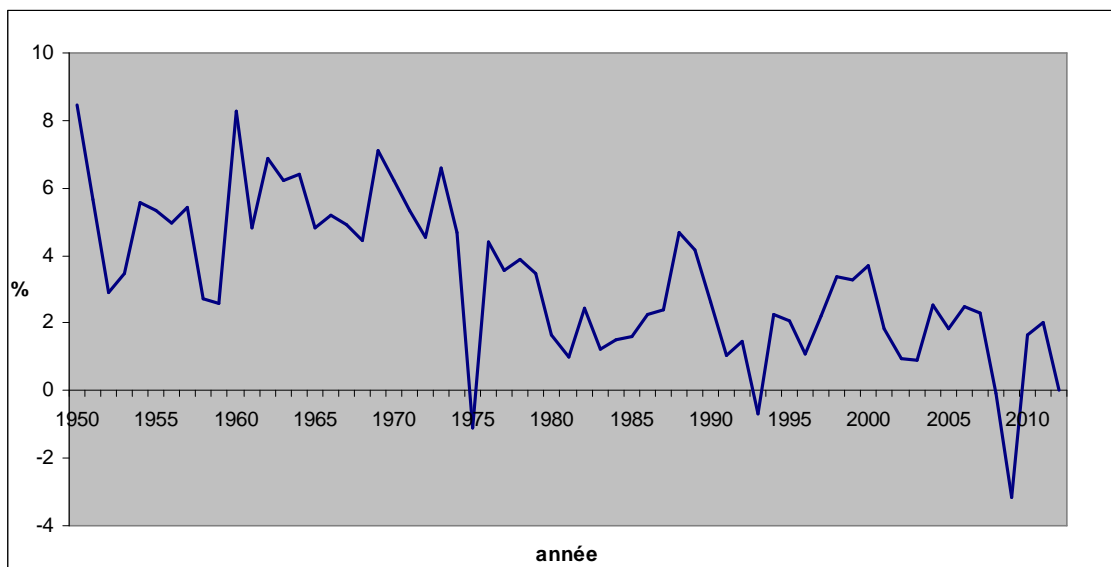


Tableau 2 - Taux d'activité selon le sexe (1975-2012)

Source : Insee

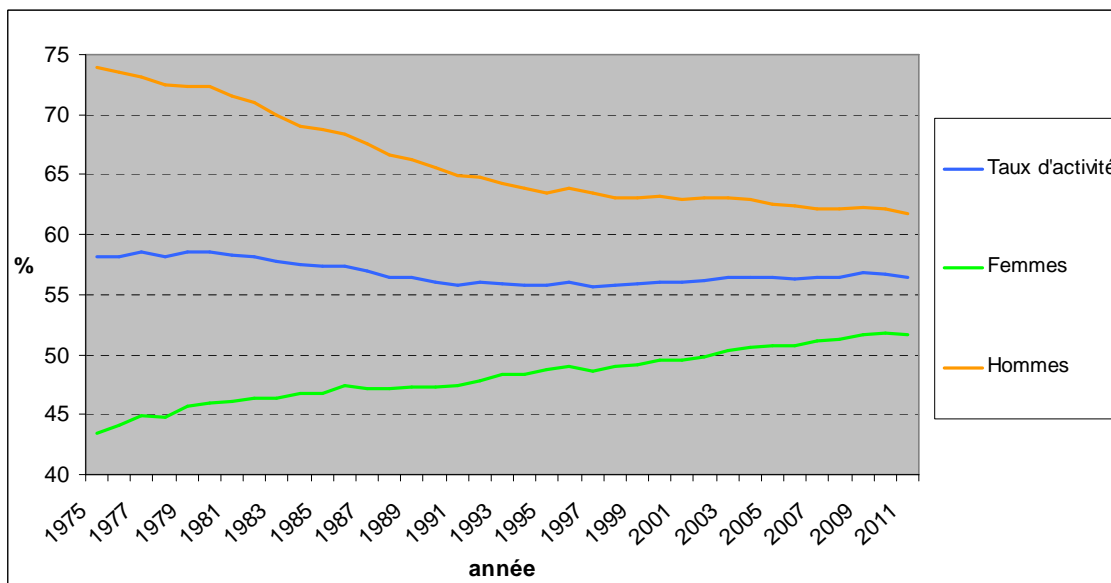


Tableau 3 - Taux d'activité des 15-24 ans selon le sexe (1975-2012)

Source : Insee

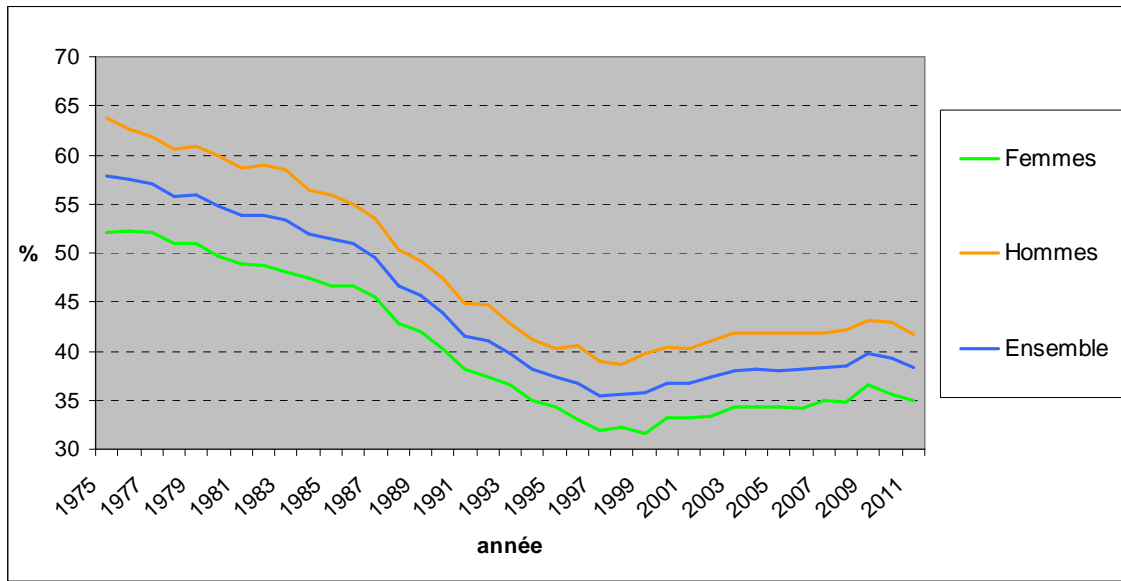


Tableau 4 - Taux d'activité des 55-64 ans selon le sexe (1975-2012)

Source : Insee

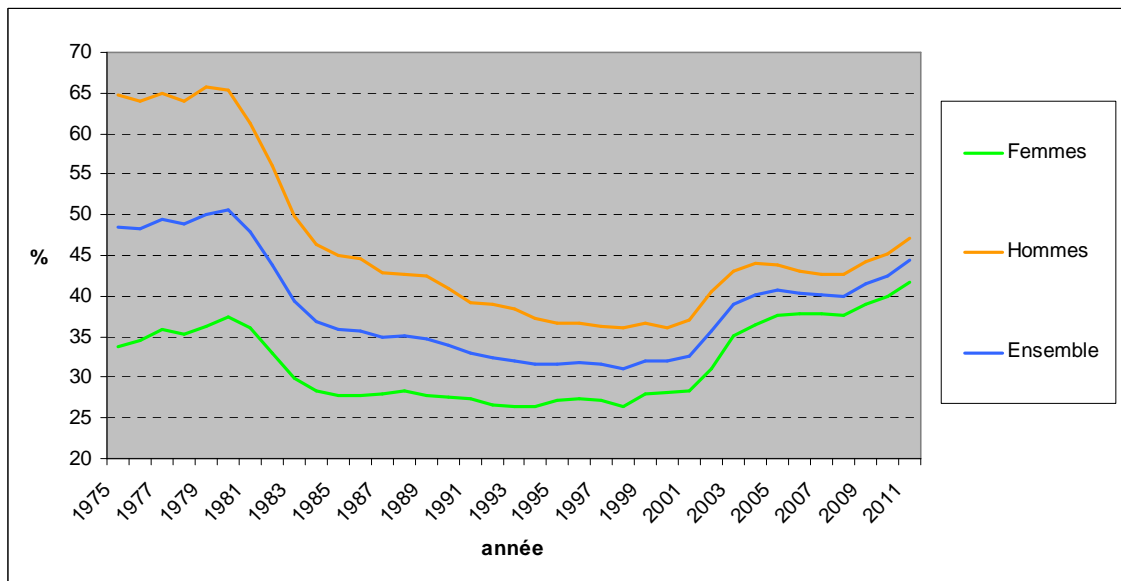
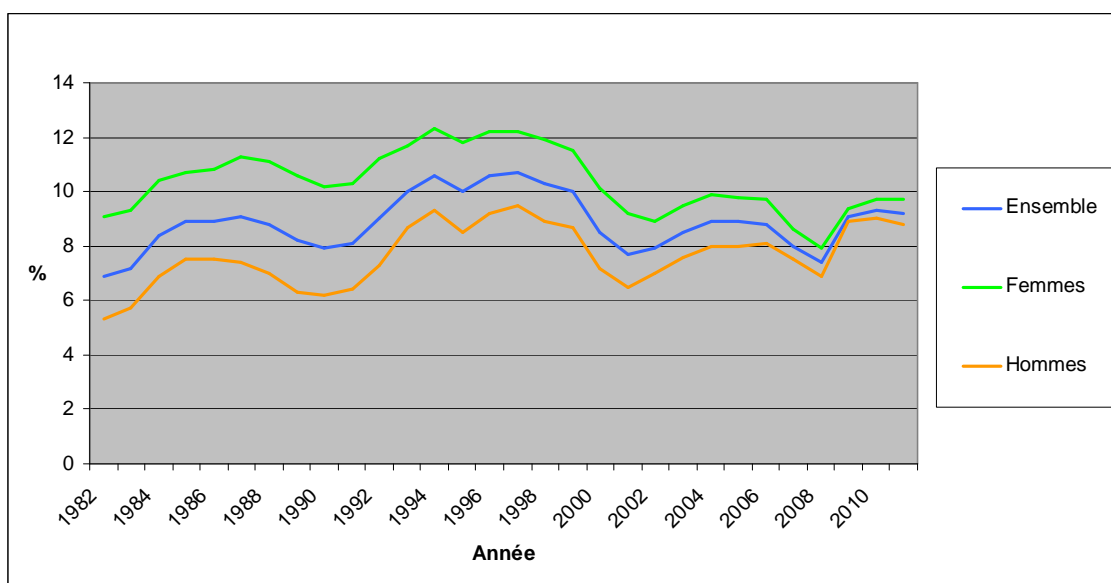


Tableau 5 : Taux de chômage selon le sexe (1946-1980)¹

Début d'année	Taux de chômage féminin	Taux de chômage masculin	Taux de chômage d'ensemble
1946	0,8	0,5	0,6
1955	3,0	1,3	1,9
1962	2,0	1,8	1,2
1968	4,5	1,7	2,7
1974	5,1	1,8	3,0
1980	9,6	4,4	6,5

Tableau 6 - Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe (1982-2012)

Source : Insee



¹ Tableau réalisé à partir des données fournies dans Claude Thélot, Olivier Marchand, 1997, *Le Travail en France*, Nathan, Essais et Recherches, 269 p., p. 77. Excepté les données pour l'année 1946, les données sont estimées selon les recommandations du BIT.

Tableau 7 - Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe (2001-2012)

Source : Insee

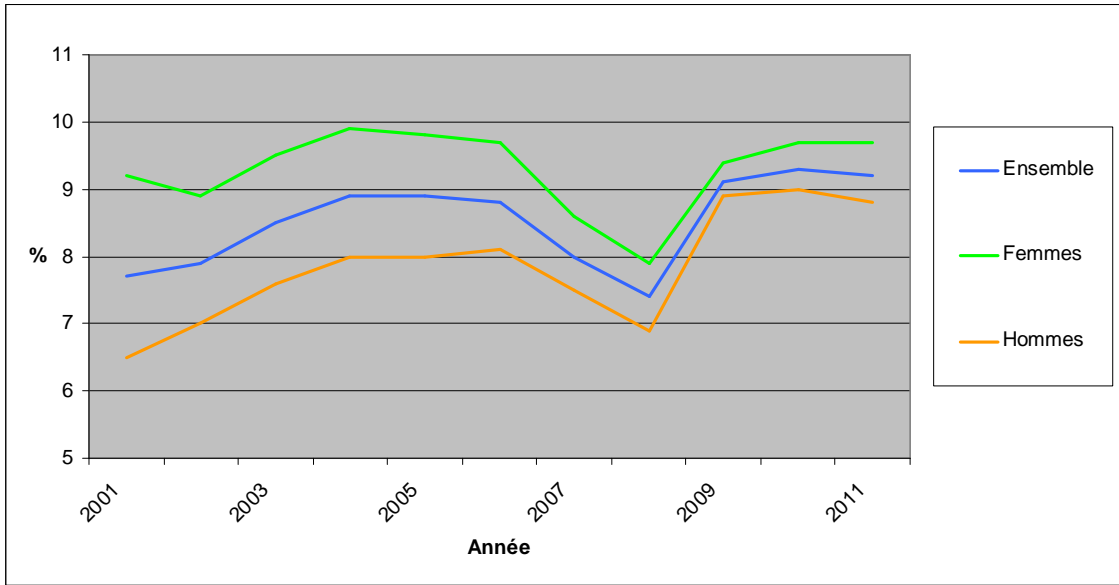


Tableau 8 - Taux de chômage selon l'âge (1975-2012)

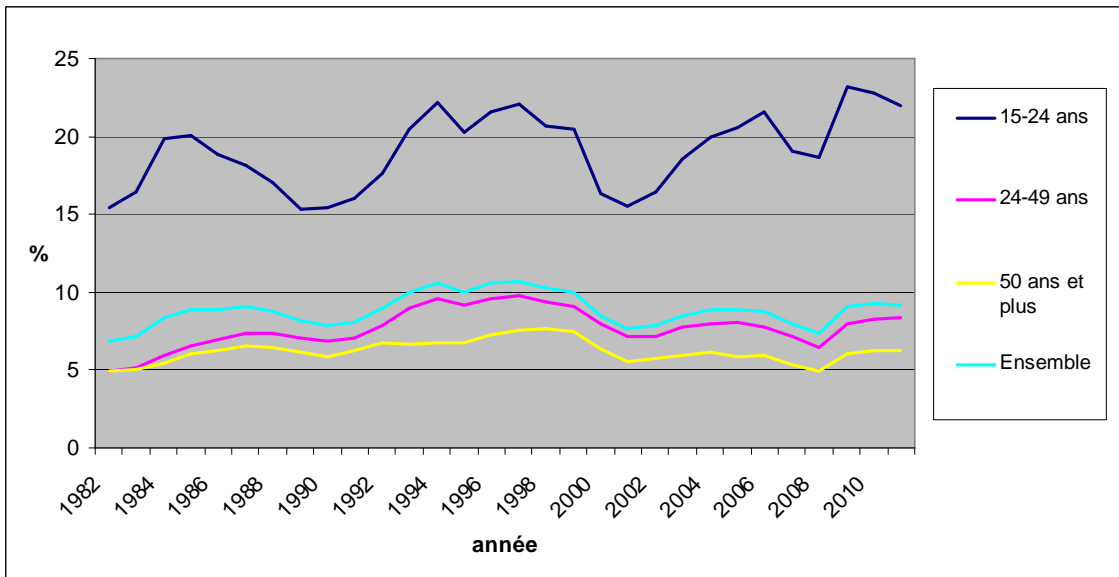


Tableau 9 – Taux d’emploi selon le sexe (1975-2012)

Source : Insee

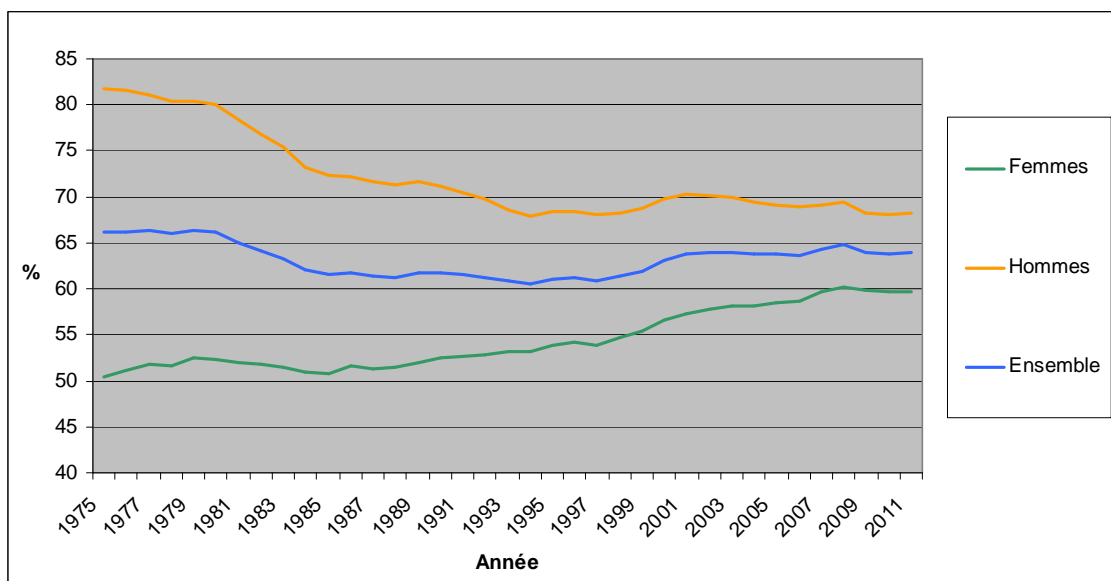


Tableau 10 - Taux de chômage un à quatre ans après la fin des études initiales selon le niveau de diplôme (1979-2010)

Source : Insee, enquêtes Emploi²

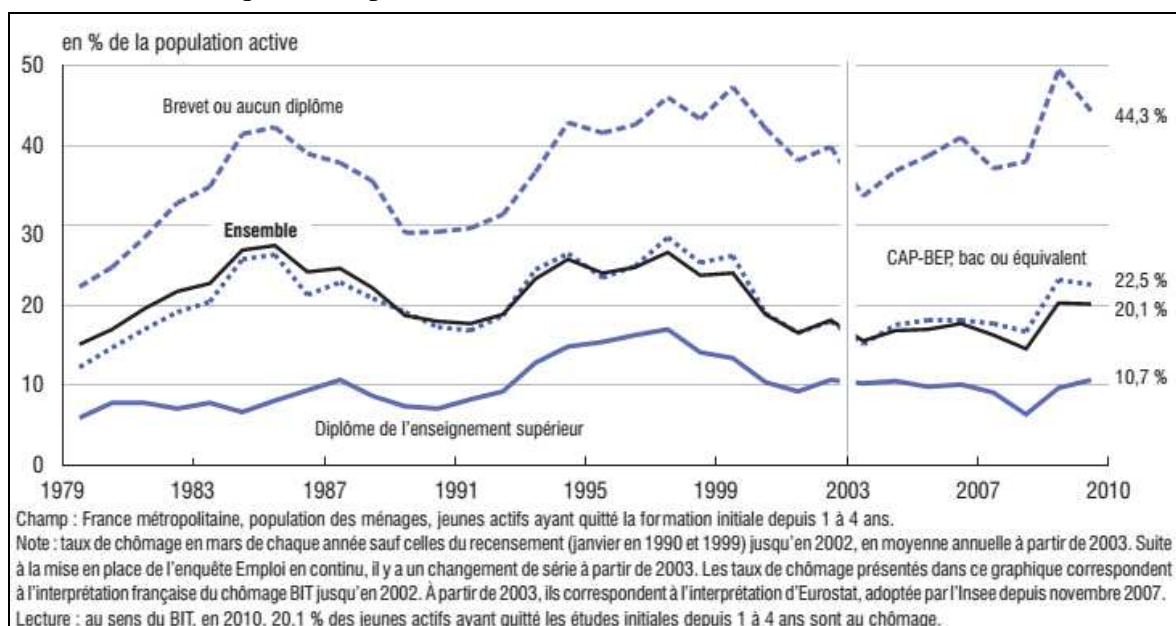
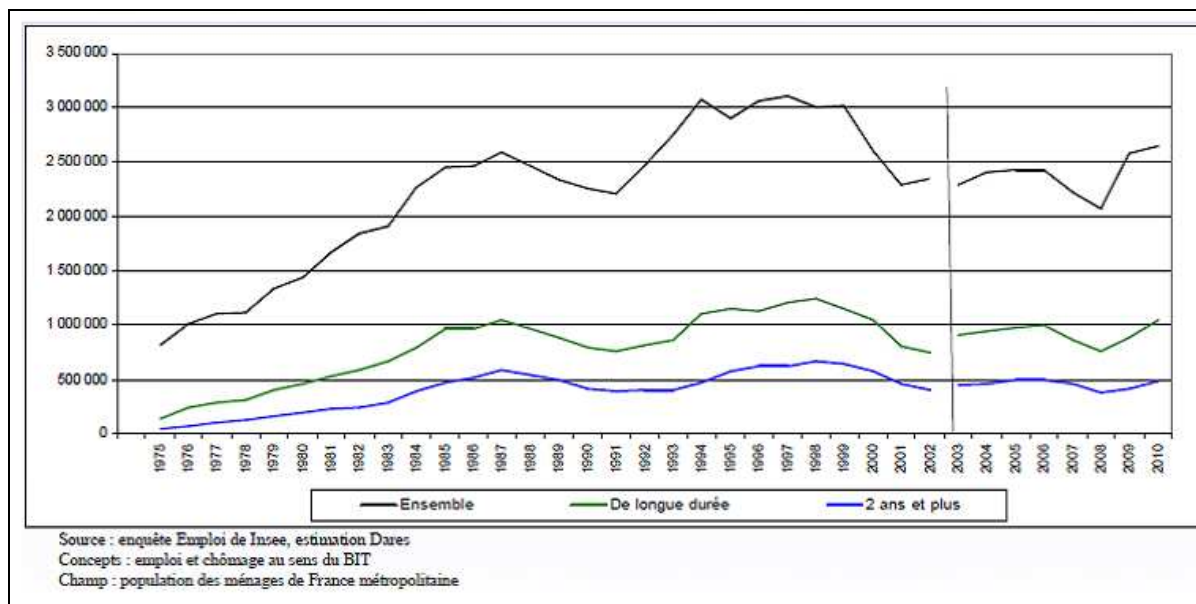


Tableau 11 - Nombre de chômeurs (au sens BIT) selon l'ancienneté (1975-2010)

Source : Insee, enquêtes Emploi³

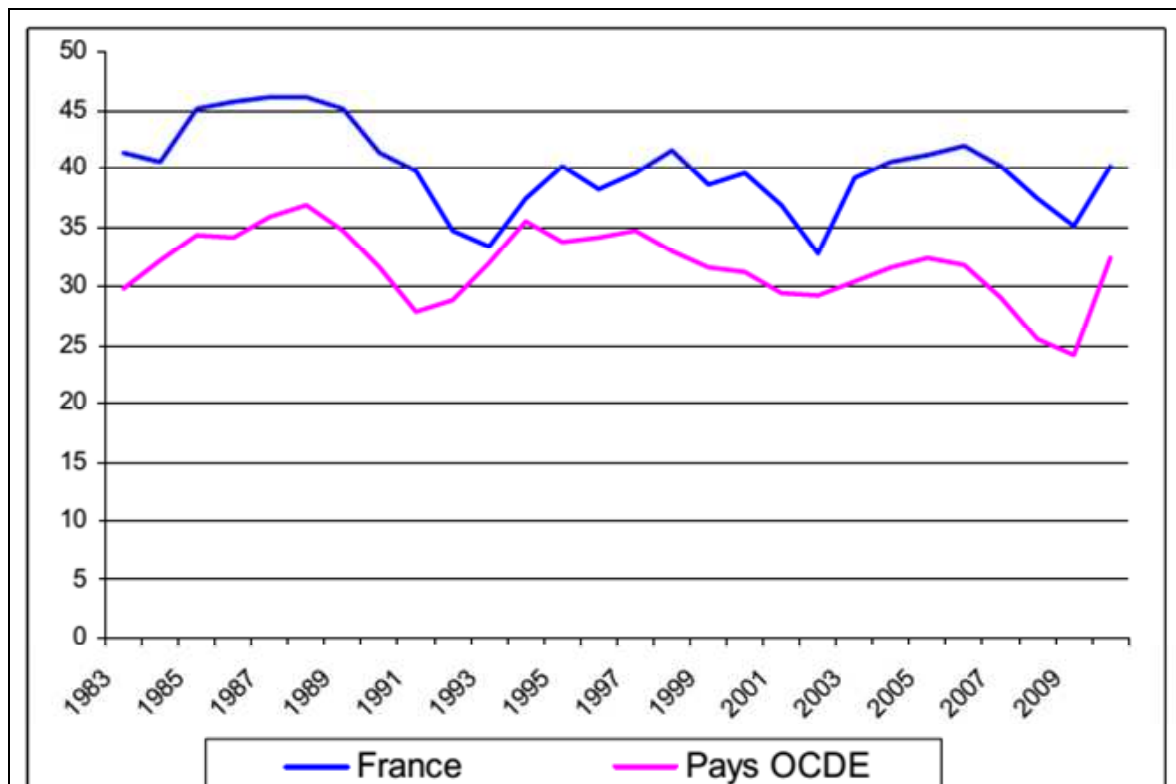


² Ce graphique est tiré de INSEE, 2011, France, *Portrait social*, Coll. INSEE Références, Edition 2011, p. 42

³ Ce graphique est tiré de Conseil d'orientation pour l'emploi, 2011, *Le chômage de longue durée*, décembre 2011, p. 17.

Tableau 12 – Part de chômage de longue durée en France et dans l'ensemble de l'OCDE (1983-2011)

Source : OCDE⁴



⁴ *Ibid.*, p. 17.

Tableau 13 - Chômage de longue durée selon le sexe (2003-2010)

Source : Insee, enquêtes Emploi⁵

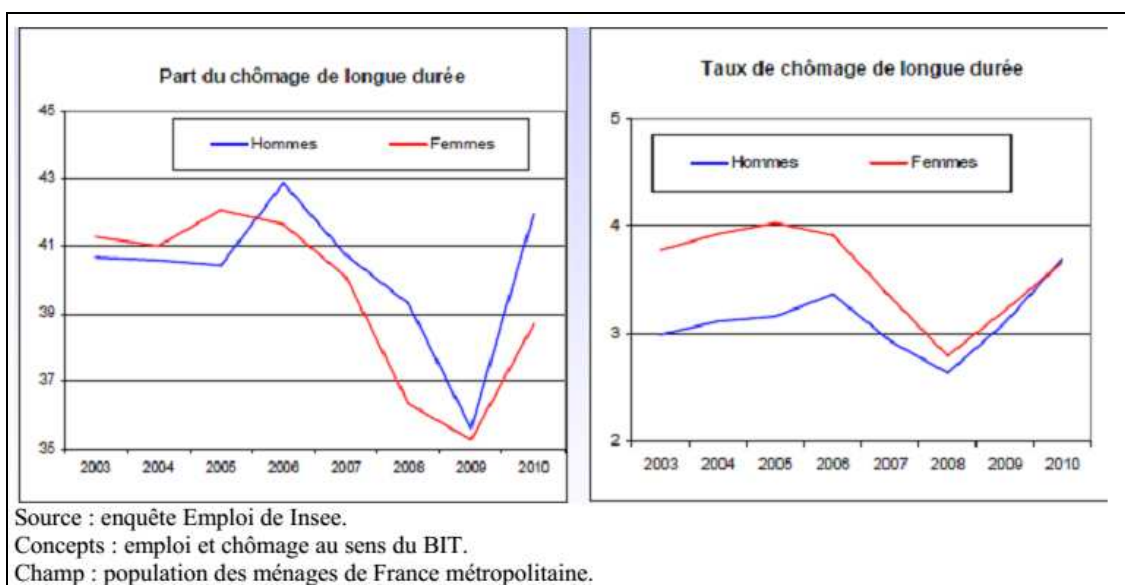
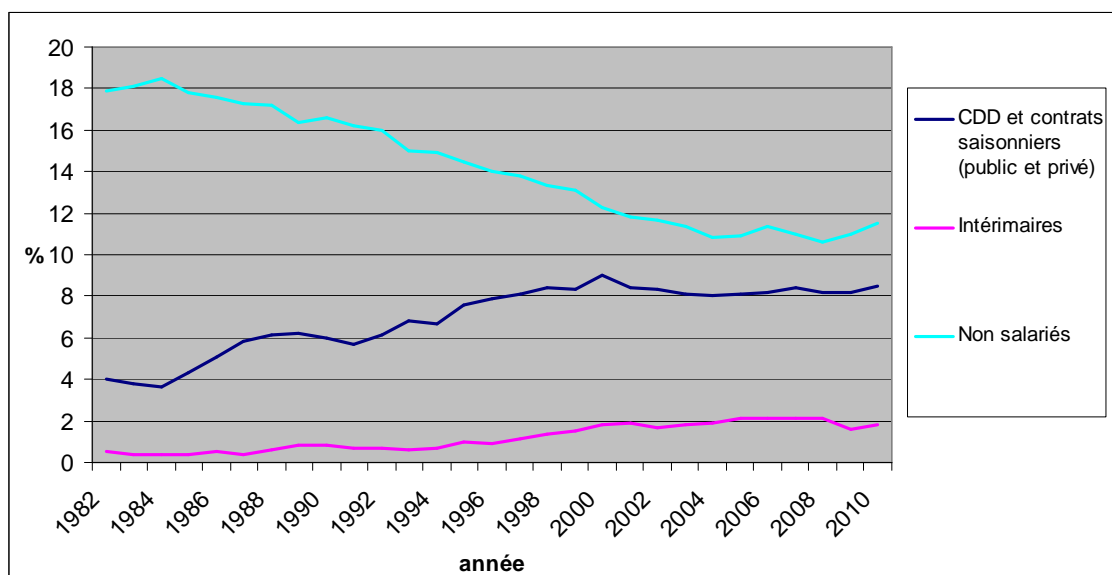


Tableau 14 - Part dans l'emploi des formes particulières d'emploi (1982-2012)

Source : Insee

Nous avons fait le choix pour mettre davantage en évidence les variations d'exclure le CDI de ce graphique. La part de CDI dans l'emploi oscille entre 75,3 en 1988 et 78,2 en 2004.



⁵ Ibid., p. 29.

Tableau 15 – La dépense pour l'emploi en points de PIB (1973-2006)

Source : Insee

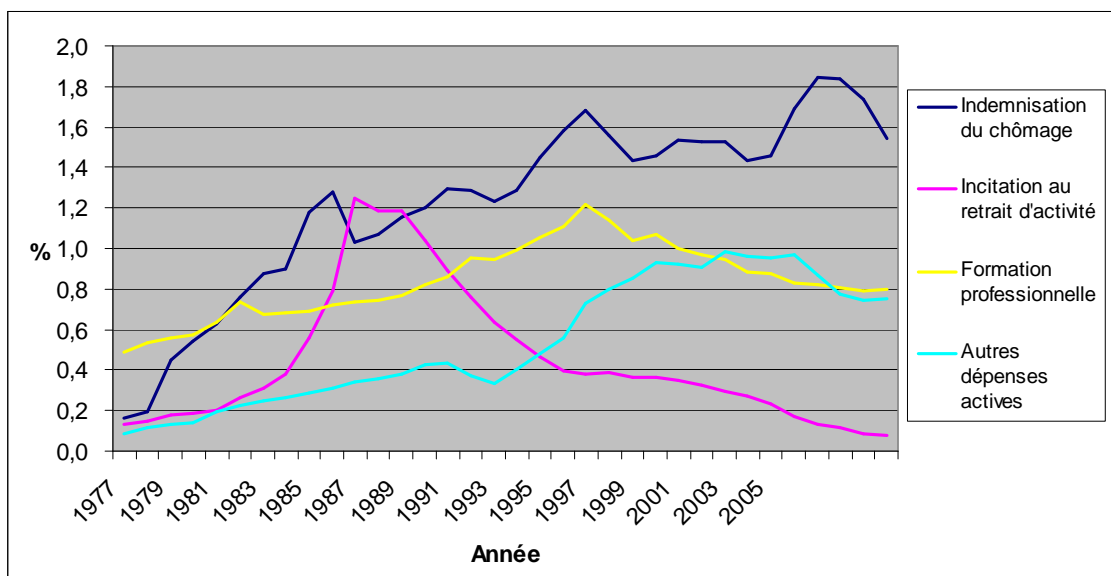


Tableau 16 - Structure de la dépense pour l'emploi (1973-2006)

Source : Insee

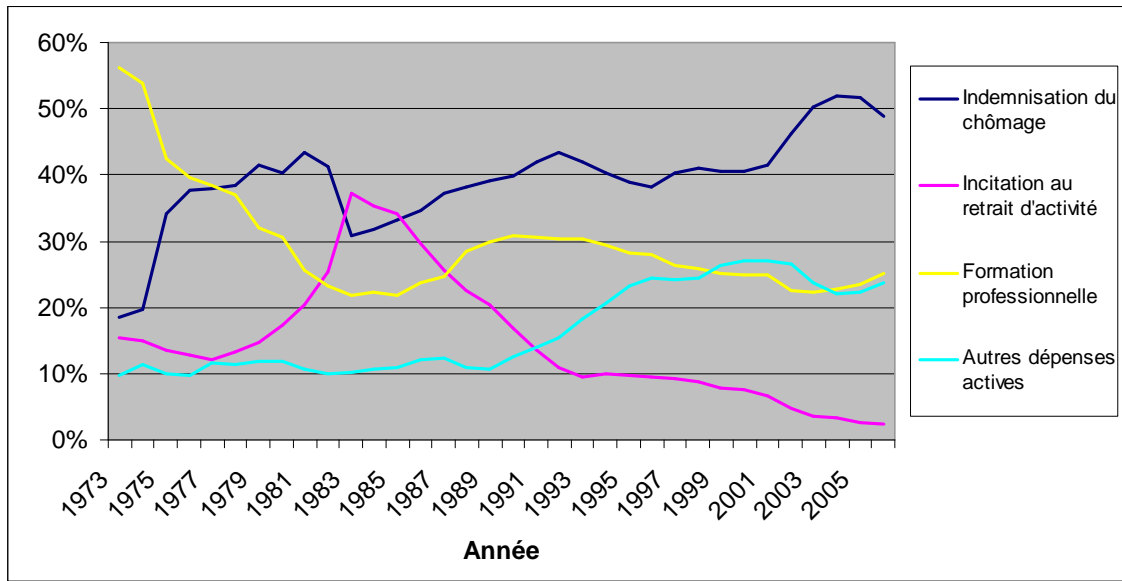


Tableau 17 - Coût des dispositifs ciblés rapportés au PIB (1973-2006)

Source : DARES, coût de la politique d'emploi en 2006

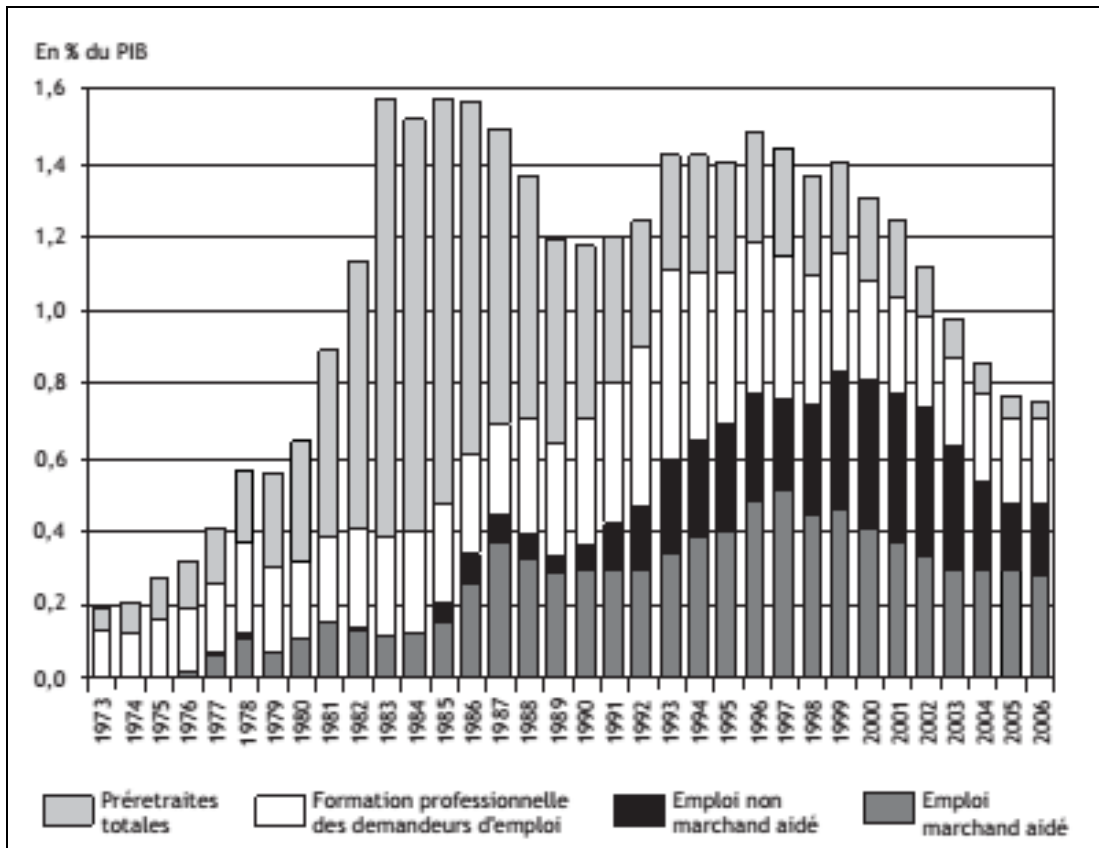


Tableau 18 - Structure des dépenses de politiques du marché du travail (2000-2010)

Source : DARES, coût de la politique de l'emploi en 2010

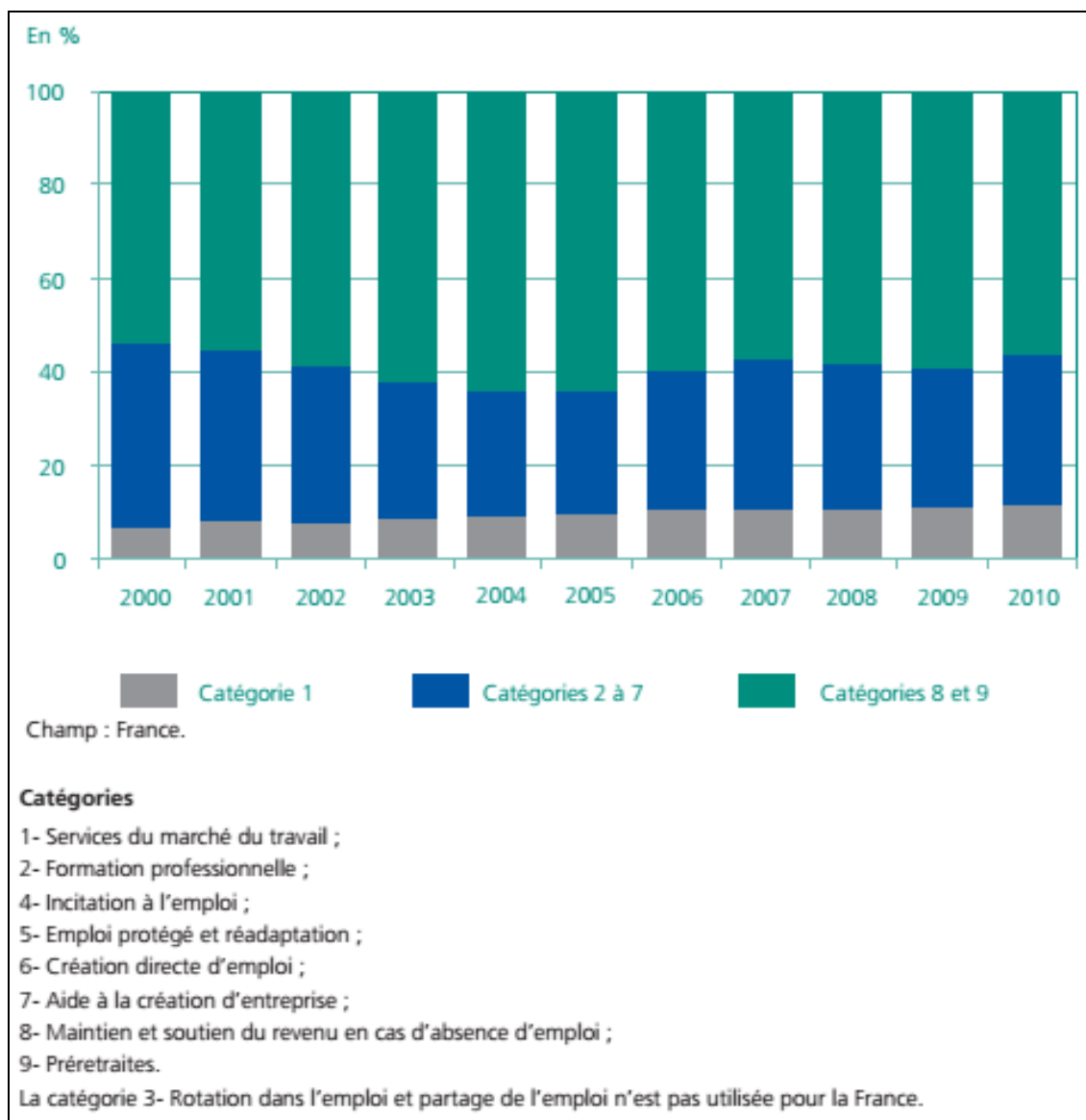


Tableau 19 - Dépenses pour les politiques actives du marché du travail (2000-2010)

Source : DARES, coût de la politique de l'emploi en 2010

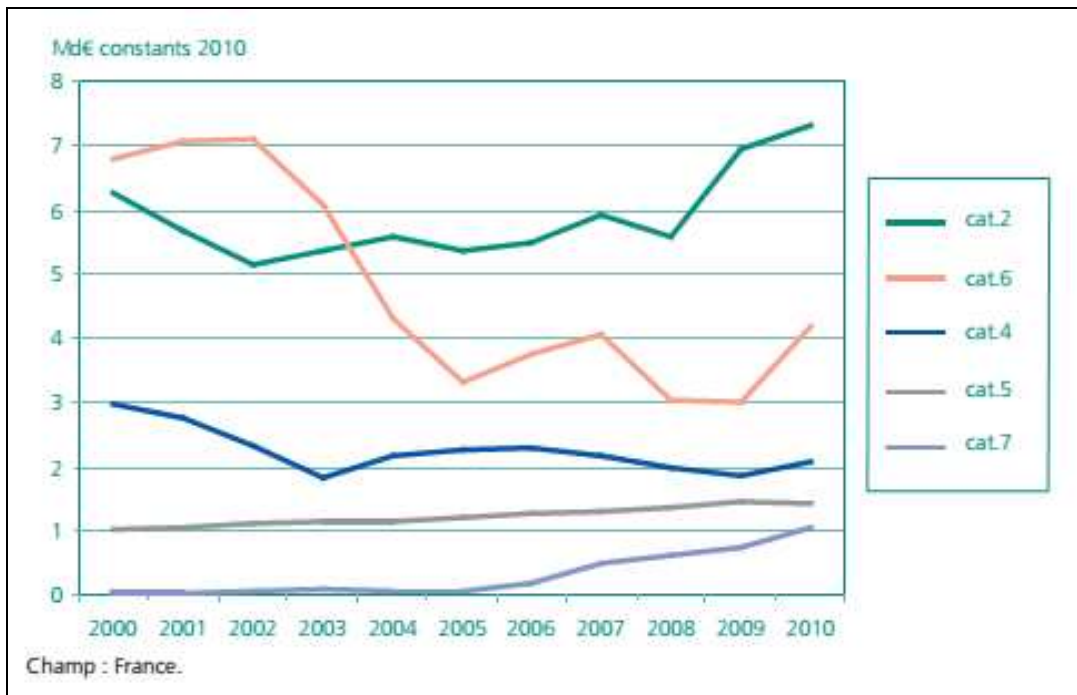


Tableau 20 - Structure des dépenses générales en faveur de l'emploi et du marché du travail (2000-2010)

Source : DARES, coût de la politique de l'emploi en 2010

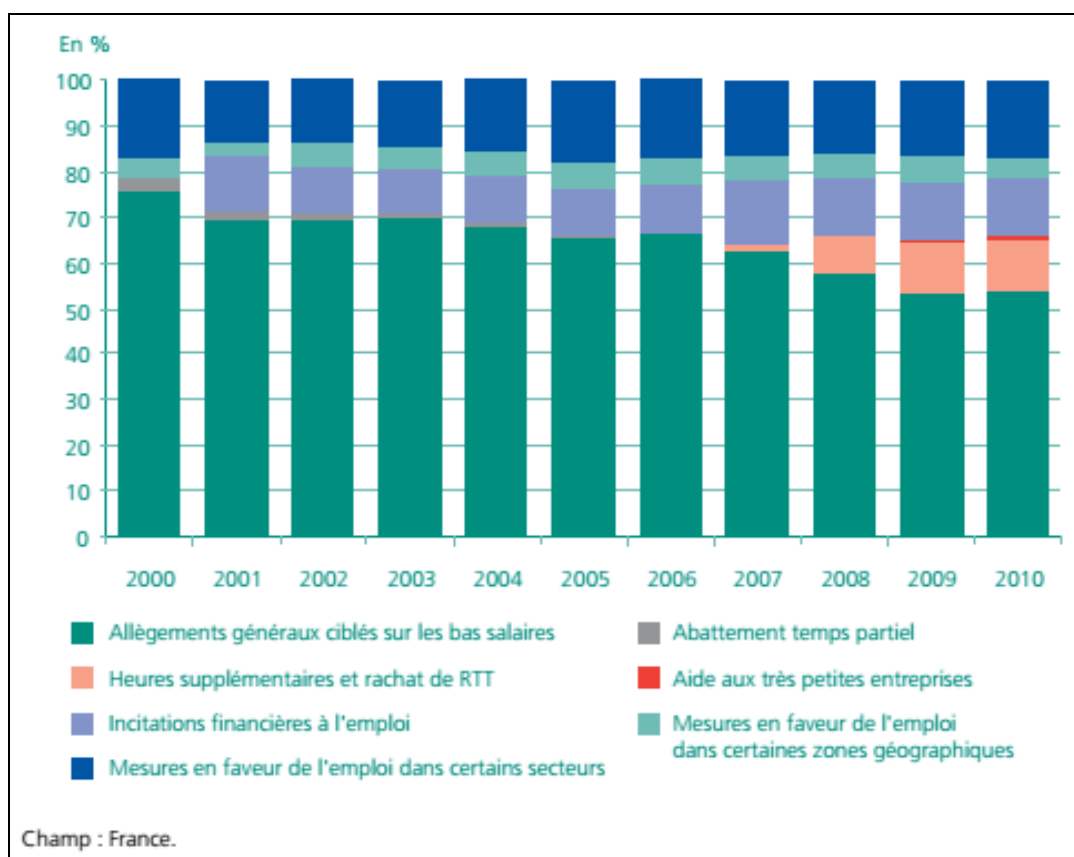


Tableau 21 - Chômeurs indemnisés et endettement de l'assurance chômage

Source : Unédic

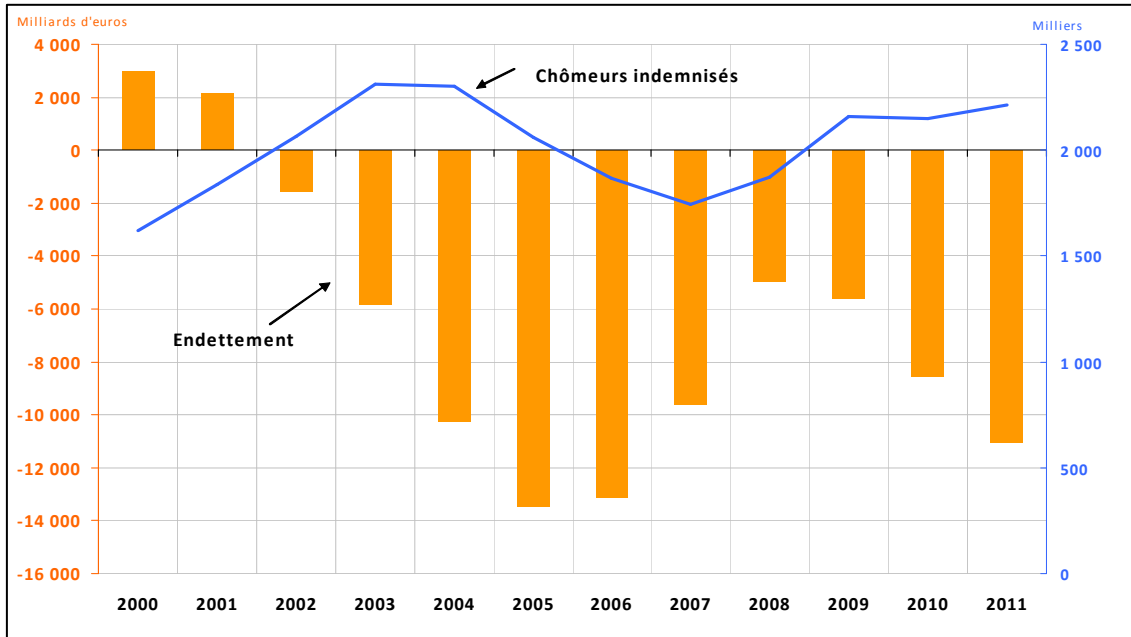


Tableau 22 - Chômage et chômage indemnisé (2001-2011)

Source : Unédic

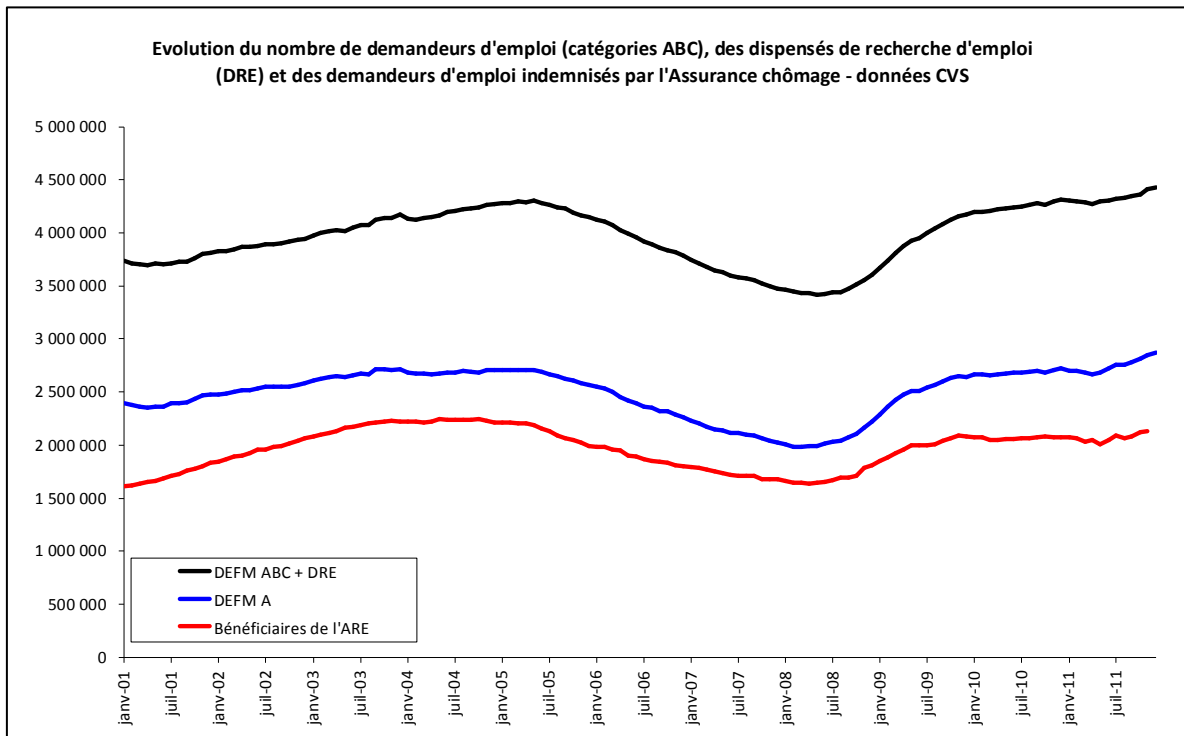


Tableau 23 – Taux de couverture 2000-2011

Source : Unédic

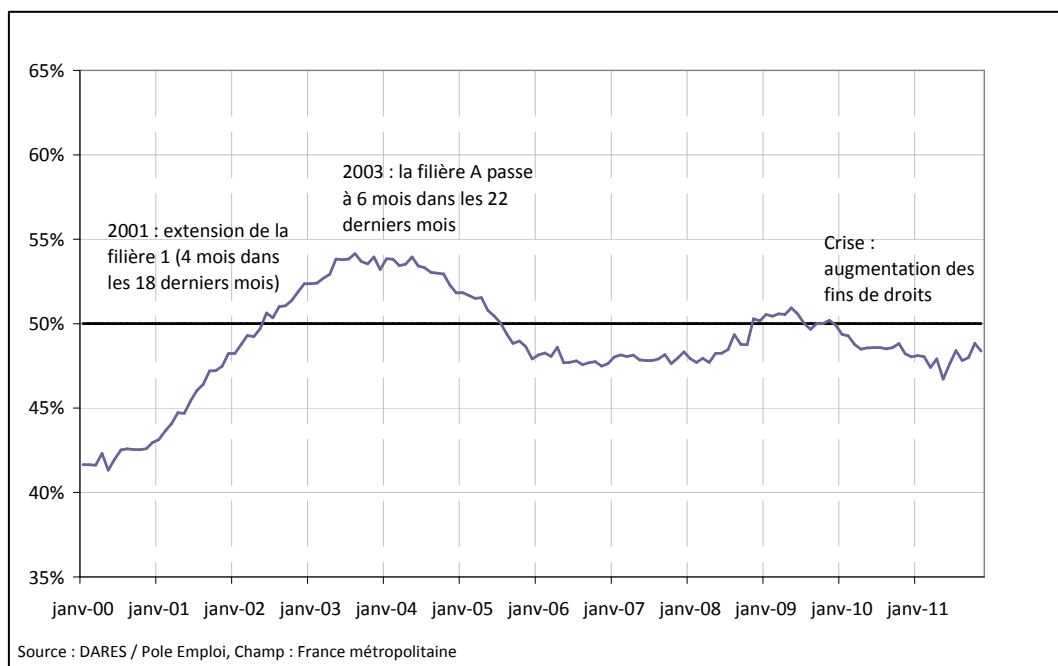


Tableau 24 - Origine des chômeurs indemnisés (2001-2011)

Source : Unédic

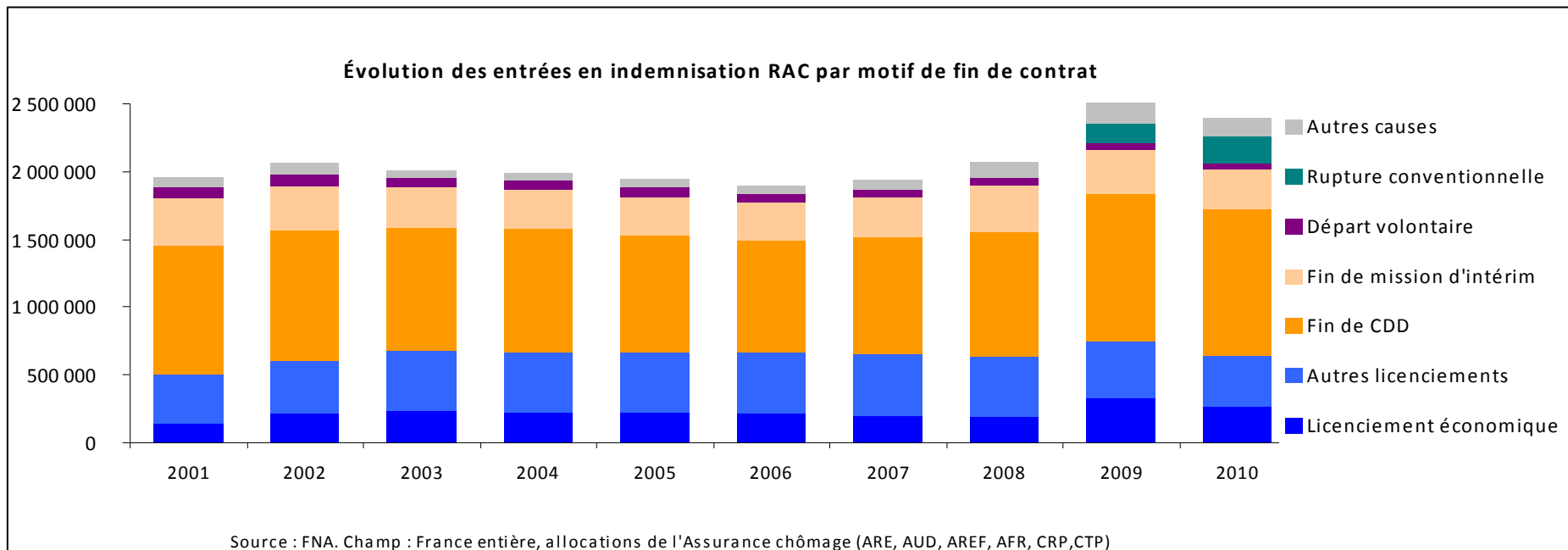
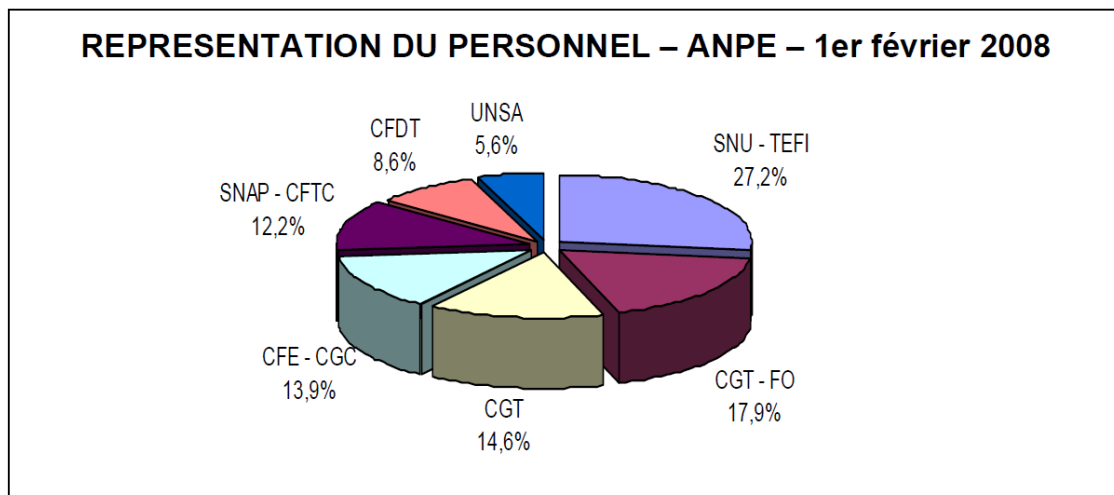
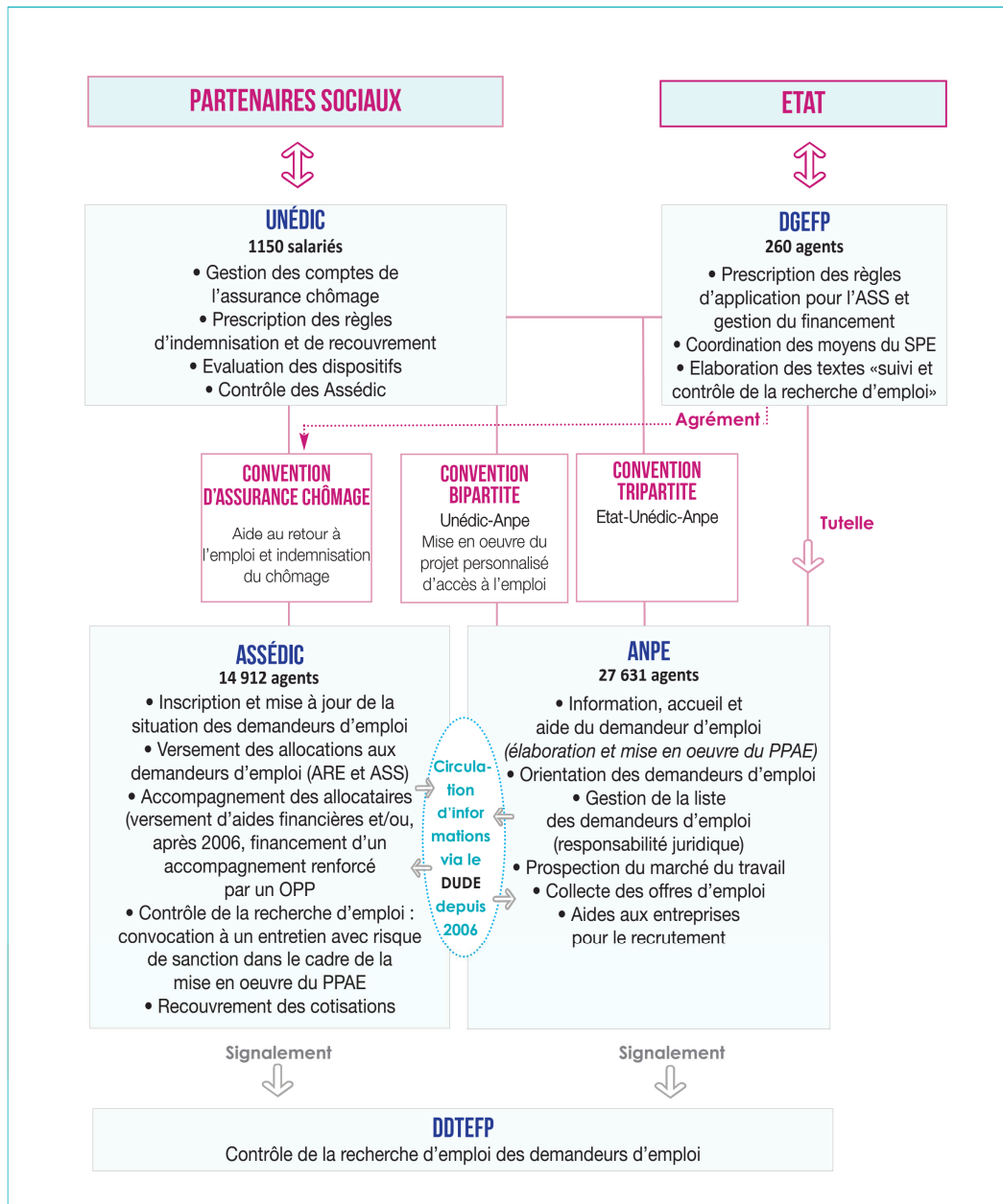


Figure 1 - Représentation du personnel de ANPE

Source : Marie-Ange du Mesnil du Buisson, Olivier Toche, 2008, *Rapport du groupe de travail DGEFP/Unédic/ANPE/CGEFI relatif à la préparation de la fusion de l'ANPE et du réseau de l'assurance chômage*, Inspection générale des affaires sociales, p. 39.

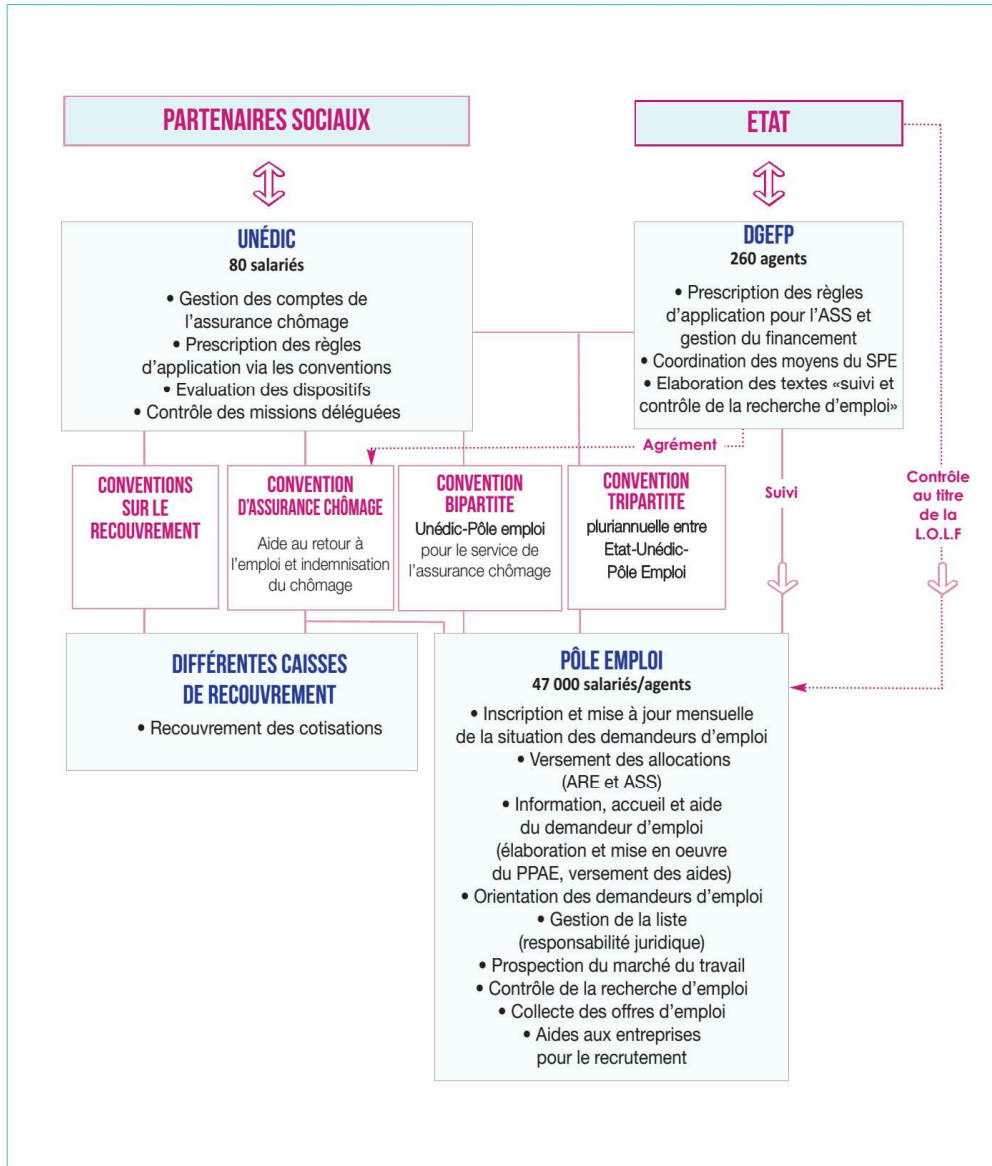


Annexe IV - Régulations de l'indemnisation et du placement des chômeurs (2001-2008)⁶

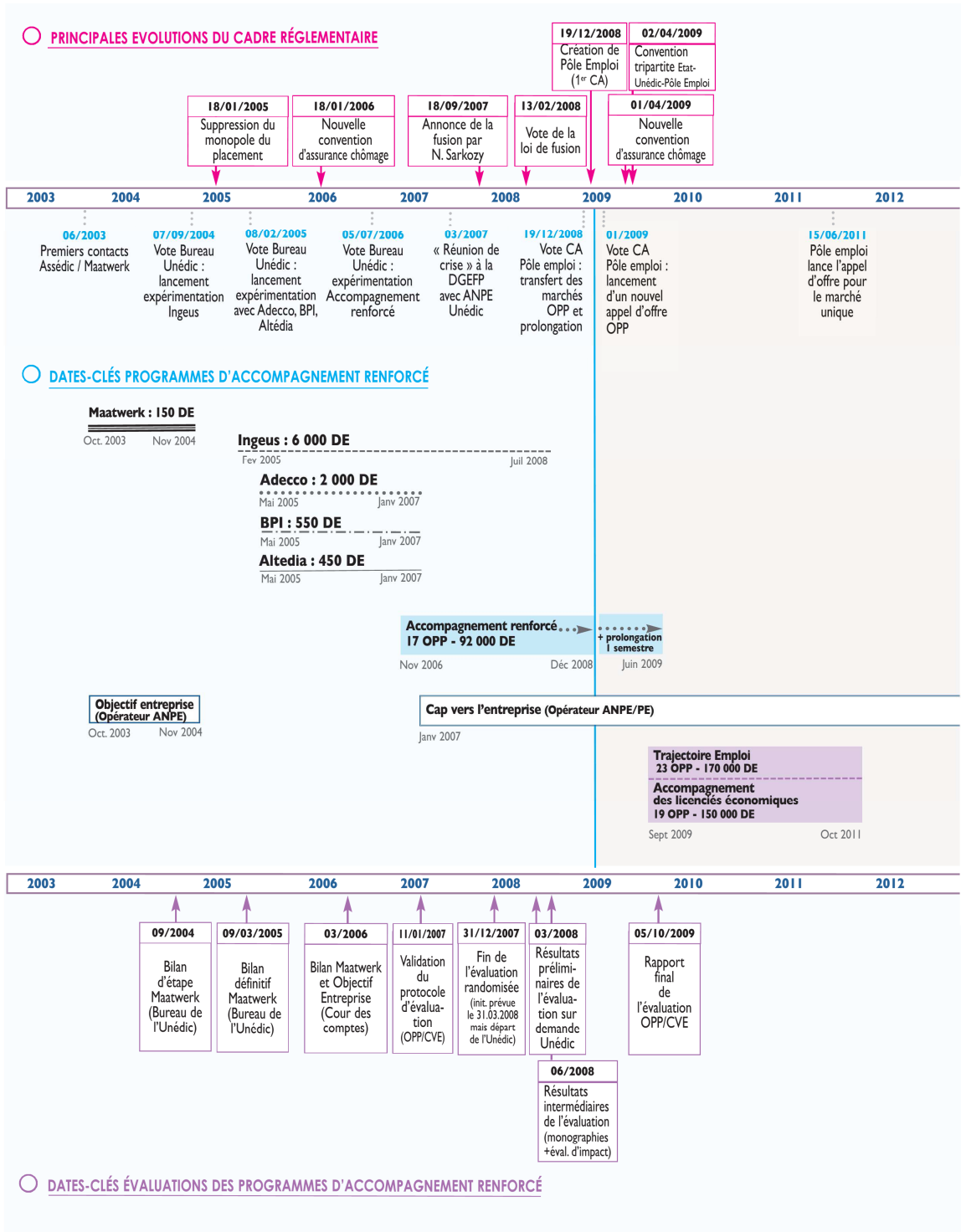


⁶ Nous remercions Caroline Cousin pour l'aide apportée dans la réalisation des annexes IV, V et VI.

Annexe V - Régulations de l'indemnisation et du placement des chômeurs après la fusion



Annexe VI - Les dispositifs de recours aux opérateurs privés de placement et leurs évaluations (2003-2011)



Annexe VII – Les dispositifs de recours aux opérateurs privés de placement commandités par le régime d'assurance chômage (2003-2008)

NOM DU PROGRAMME OU DES PRESTATAIRES	DATES (DUREE INITIALEMENT PREVUE)	NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI	NOMBRE DE LOTS ET DE PRESTATAIRES	ZONE D'INTERVENTION	PUBLIC BENEFICIAIRE
<u>Maatwerk</u>	10/2003 – 12/2004 (14 mois)	150	1	Assedic de l'Ouest francilien	Demandeurs d'emploi indemnisés (DEI)
<u>Ingeus</u>	02/ 2005 – 05/2008 (2 ans)	6 000	2 lots / 1 prestataire	Assédic de Haute-Normandie et du Nord	DEI rencontrant des difficultés de retour à l'emploi inscrits depuis au moins 3 mois
<u>Adecco</u>	05/2005-01/2007	600	1	Assédic vallées du Rhône et de la Loire	DEI ayant connu des épisodes de chômages récurrents
<u>BPI</u>	05/2005-01/2007	1 000	1	Assédic Côte d'Azur	DEI en situation de reconversion professionnelle
<u>Altedia</u>	05/2005-01/2007	100	1	Assédic Côté d'Azur (Sofia Antipolis)	DEI cadres issus d'entreprises de haute technologie en restructuration
<u>Expérimentation Accompagnement renforcé</u>	10/2006 – 12/2008 (2 ans)	92 000 (82 000 sur la prestation principale)	38 lots / 17 prestataires	17 Assédic sur 31	DEI ayant des risques de chômage de longue durée (82000), 3 autres parcours expérimentaux

Annexe VIII – Les dispositifs de recours aux opérateurs privés de placement commandités par les institutions publiques nationales (2006-2011)

NOM DU PROGRAMME	COMMANDITAIRE	DATES (DUREE INITIALEMENT PREVUE)	NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI	NOMBRE DE LOTS ET DE PRESTATAIRES	ZONE D'INTERVENTION	PUBLICS BENEFICIAIRES
Accompagnement Jeunes Diplômés	DGEFP	Début 1er trimestre 2007 (2 ans)	10 000	10 lots / 6 prestataires	10 Zones en France	Jeunes diplômés de niveau bac+2 minimum, de moins de 30 ans et ayant connu des épisodes de chômage récurrents.
Contrat d'autonomie	DGEFP (+ Secrétariat d'Etat à la politique de la ville)	A partir de juillet 2008 (4 ans)	45 000 (sur les 3 1ères années)	35 lots	35 départements. Bénéficiaires doivent résider en zone CUCS (contrats urbain de cohésion sociale)	Jeunes de 16 à 25 ans, avec des difficultés d'accès à l'emploi, inscrits ou non comme demandeur d'emploi.
Trajectoire Emploi	Pôle emploi	01/09/2009 - 30/06/2011	170 000	35 lots / 23 prestataires	France entière (zones délimitées)	Demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi.
Accompagnement des licenciés économiques	Pôle emploi	01/09/2009 - 30/06/2011	150 000	36 lots / 18 prestataires	France entière (zones délimitées)	Demandeurs d'emploi en reconversion licenciés par des entreprises de moins de 1000 salariés.
Atouts cadres	Pôle emploi	01/08/2010 - 31/05/2012	28 000 (min) / 70 000 (max)	16 lots	6 régions, 4 agglomérations	Demandeurs d'emplois cadres éloignés de l'emploi

Annexe IX - Structure de rémunération et prix pour les prestations confiées aux opérateurs privés de placement (2003-2011)

STRUCTURE DE LA REMUNERATION		1ER VERSEMENT	2EME VERSEMENT	3EME VERSEMENT	4EME VERSEMENT	REMUNERATION TOTALE (EN €)	MAJORATIONS PREVUES	CRITERES SUR L'EMPLOI RETROUVE
NOM DU PRESTATAIRE								
Maatwerk		1 200€ par candidat (environ 32 %) pour la « formation individuelle et le suivi » : identification d'un projet individuel, accompagnement à la recherche d'emploi, etc.	2 600€ après 6 mois en emploi* Suivi réalisé et bénéficiaire toujours en emploi après 6 mois	X	X	3 800 €	Aucune	CDD / CDI de 6 mois minimum, 12 heures hebdomadaire minimum
Ingeus	Allocataires de moins de 50 ans	2 800 € (65 %) à la prise en charge	300 € (7 %) à l'embauche	600 € (14 %) après 13 semaines en emploi*	600 € (14 %) après 7 mois en emploi*	4 300 €		
	Allocataires de plus de 50 ans	3 000 € (50 %) à la prise en charge	600 € (10 %) à l'embauche	1 200 € (20 %) après 13 semaines en emploi *	1 200 € (20 %) après 7 mois en emploi *	6 000 €		
Adecco		Non renseigné				de 3600 € pour les allocataires de moins de 50 ans	+ 44,5 % pour les allocataires de plus de 50 ans	

* à condition que le prestataire réalise un suivi dans l'emploi et apporte la preuve qu'un emploi est occupé

STRUCTURE DE LA REMUNERATION NOM DU PRESTATAIRE	1ER	2EME	3EME	4EME	REMUNERATION TOTALE (EN €)	MAJORATIONS PREVUES	CRITERES SUR L'EMPLOI RETROUVE
	VERSEMENT	VERSEMENT	VERSEMENT	VERSEMENT			
BPI	Non renseigné				4 000 € pour les allocataires de moins de 50 ans	+25 % pour les allocataires de plus de 50 ans	
Altedia	Non renseigné						
Accompagnement renforcé	30% lors de l'adhésion du DE au dispositif	35% lors de la signature du contrat de travail par le demandeur d'emploi	35% après 6 mois en emploi*		Entre 3 000 et 4 000€	+ 5% de la rémunération totale pour les reclassements en moins de 3 mois. + 25 % de la rémunération totale pour le placement des allocataires de plus de 50 ans	CDD / CDI de 6 mois minimum, 110 heures mensuelles minimum
Trajectoire emploi	50% après rédaction d'un projet professionnel et d'une stratégie de recherche d'emploi avec le demandeur d'emploi	25% du PU lors de la signature du contrat de travail	25% du PU après 6 mois en emploi*		Entre 1 580 et 2 500 €	Aucune	CDD / CDI de 6 mois minimum, 78 heures mensuelles minimum

** à condition que le prestataire réalise un suivi dans l'emploi et apporte la preuve qu'un emploi est occupé*

Annexe X – Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle : organigramme et notice de présentation (2003-2011)

La DGEFP⁷ est placée sous l'autorité du ministre du travail⁸. Elle propose les orientations de la politique pour l'emploi et la formation professionnelle continue. Elle en construit le cadre juridique en concertation avec les départements ministériels, les collectivités territoriales et les partenaires sociaux, elle conduit et coordonne la mise en œuvre des dispositifs. Elle veille à l'inscription de cette politique dans la stratégie européenne pour l'emploi et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle assure la gestion des programmes soutenus par le Fonds social européen.

◇ Unité de Conseil juridique

La DGEFP dispose d'une expertise juridique chargée d'une veille technique et juridique et d'une mission d'assistance aux travaux d'élaboration des textes législatifs et réglementaires.

◇ Département des Synthèses

Le département des Synthèses assure une « veille stratégique » sur l'ensemble des questions relatives au marché du travail, tant en France qu'à l'international. Il sert d'interface entre la DGEFP et les organismes statistiques, d'études, d'évaluation, de recherche et de prospective. Il suit les questions européennes et internationales relatives à l'emploi et à la formation.

→ **Sous-direction de l'Ingénierie de l'accès et du retour à l'emploi**

La sous-direction est chargée de la conception et de l'animation des dispositifs de l'État en faveur de l'accès et du retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Elle favorise les actions d'accompagnement et de retour à l'emploi, ou à la création d'emploi.

◇ Mission Insertion des jeunes

La mission définit les programmes de lutte contre le chômage des jeunes, en particulier les moins qualifiés, mis en œuvre par le service public de l'emploi. Elle assure le suivi des missions locales et pilote des programmes spécifiques, en direction des jeunes diplômés, des jeunes des quartiers.

→ **Sous-direction du Service public de l'emploi**

La sous-direction est chargée de concevoir le cadre juridique et organisationnel du service public de l'emploi, de coordonner les moyens mis en œuvre par le SPE et par l'État pour assurer la régulation du marché du travail et d'élaborer le cadre juridique de l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi.

◇ Mission Indemnisation du chômage

La mission est chargée du suivi des aides accordées aux demandeurs d'emploi au titre de l'indemnisation du chômage total (ARE et ASS). Elle prépare l'agrément des conventions, effectue le suivi financier du RAC et assure les liaisons avec l'Unédic et avec le Fonds de solidarité. Elle élabore les textes relatifs au suivi et contrôle de la recherche d'emploi.

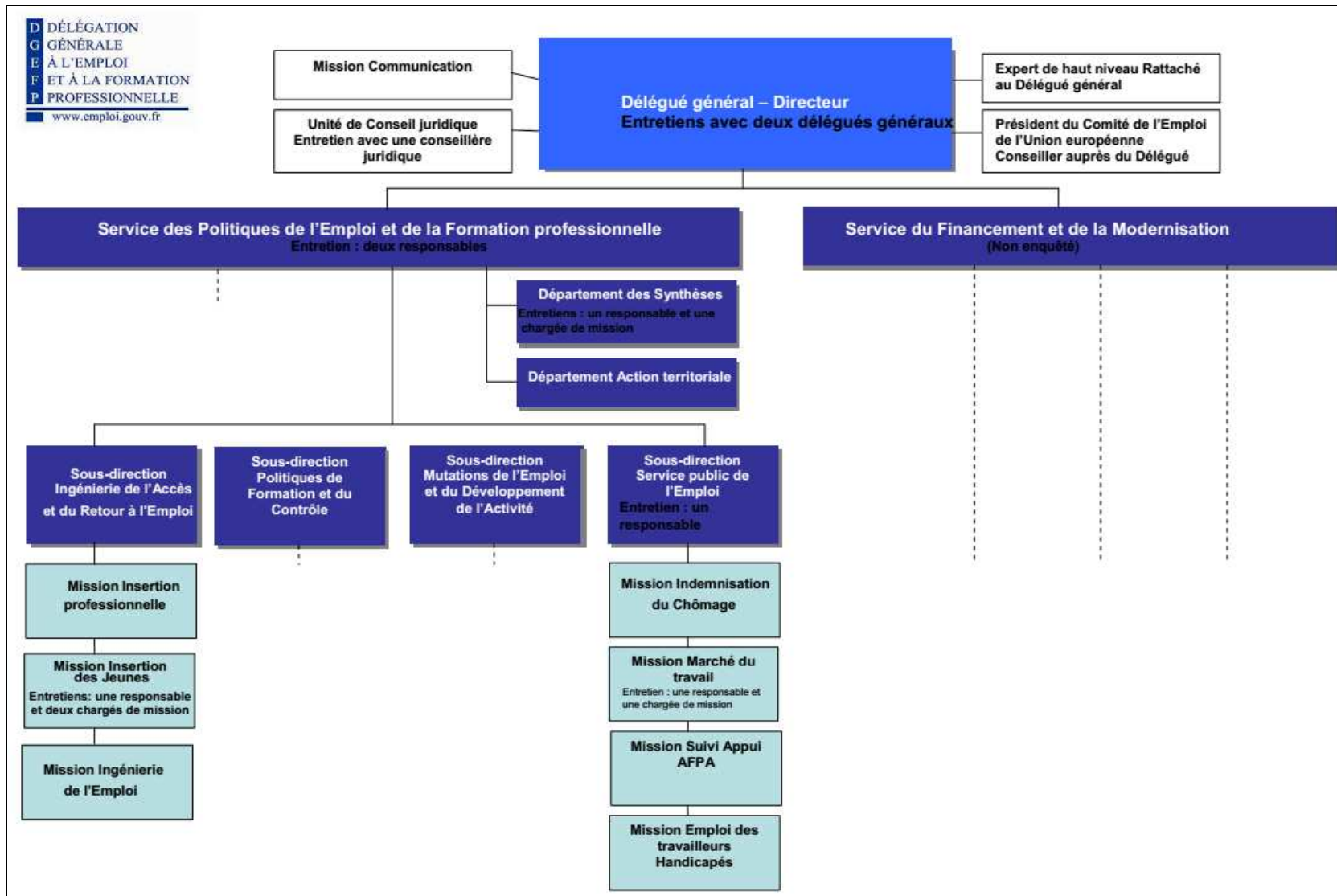
◇ Mission Marché du travail

La mission est chargée des relations avec l'ANPE / Pôle emploi⁹ et du suivi des maisons de l'emploi. Elle traite également les questions relatives au marché du travail et au placement : réglementation, analyse des besoins de main-d'œuvre, accès au marché du travail des travailleurs étrangers, lutte contre les discriminations pour l'accès au marché du travail.

⁷ Cette annexe s'appuie sur une plaquette de présentation de la DGEFP en ligne en 2010.

⁸ Le ministère de tutelle a changé au gré des découpages ministériels.

⁹ La DGEFP a connu une réorganisation en mai 2012 (décret 2012-774), c'est pourquoi nous ne proposons qu'un seul organigramme et qu'une seule notice pour l'ensemble de la période.



Annexe XI – Direction générale de Pôle emploi : Organigramme et notice de présentation

La direction générale de Pôle emploi connaît plusieurs réorganisations entre la naissance de l'institution et la fin de notre enquête en 2011 mais celles-ci sont sans incidence directe sur notre travail. Nous présentons ici l'organisation qui prévaut en janvier 2009¹⁰.

La direction générale compte alors 9 directions. Dans le cadre de notre enquête, il nous est apparu pertinent de rencontrer des personnes appartenant à quatre d'entre elles. Pour cette présentation, nous reprenons les termes en usage au sein de la direction générale (en apportant quelques précisions).

- **Direction du cabinet de la transformation**

Elle a pour mission « *d'animer la gouvernance collective* » (suivi et préparation des CA, des comités d'audit et d'évaluation, fonctionnement de la direction générale, relation avec les directions régionales) de « *gérer les relations externes* » (cabinets ministériels, Etat, Parlement, corps de contrôle, contrôle d'Etat, CNIL, Unédic, acteurs du SPE), de « *piloter la stratégie* », de « *piloter le projet de transformation* » (accompagner la naissance de la nouvelle institution en assurant une homogénéité au sein de l'institution, au niveau national et régional), de « *suivre les programmes et les projets* », de « *traiter les affaires sensibles* » et de réaliser un travail de prospective.

- **Direction des études, évaluations et affaires internationales**

Parmi les dimensions de son activité qui nous intéresse, cette direction « *organise et met en œuvre l'évaluation des services et des programmes*

¹⁰ Nous nous appuyons sur un organigramme complet de la direction générale de janvier 2009 (document confidentiel).

déployés par le nouvel opérateur en liaison avec le Comité d'évaluation et le CA ». Elle assure le lien avec les organismes de recherche et d'études. Elle réalise « *une veille sur l'organisation et les bonnes pratiques des services publics de l'emploi à l'international, notamment au plan européen* » et conduit des actions de coopération internationale avec des SPE étrangers. Elle « *pilote les activités relatives à la mobilité internationale dans le cadre du réseau EURES* ».

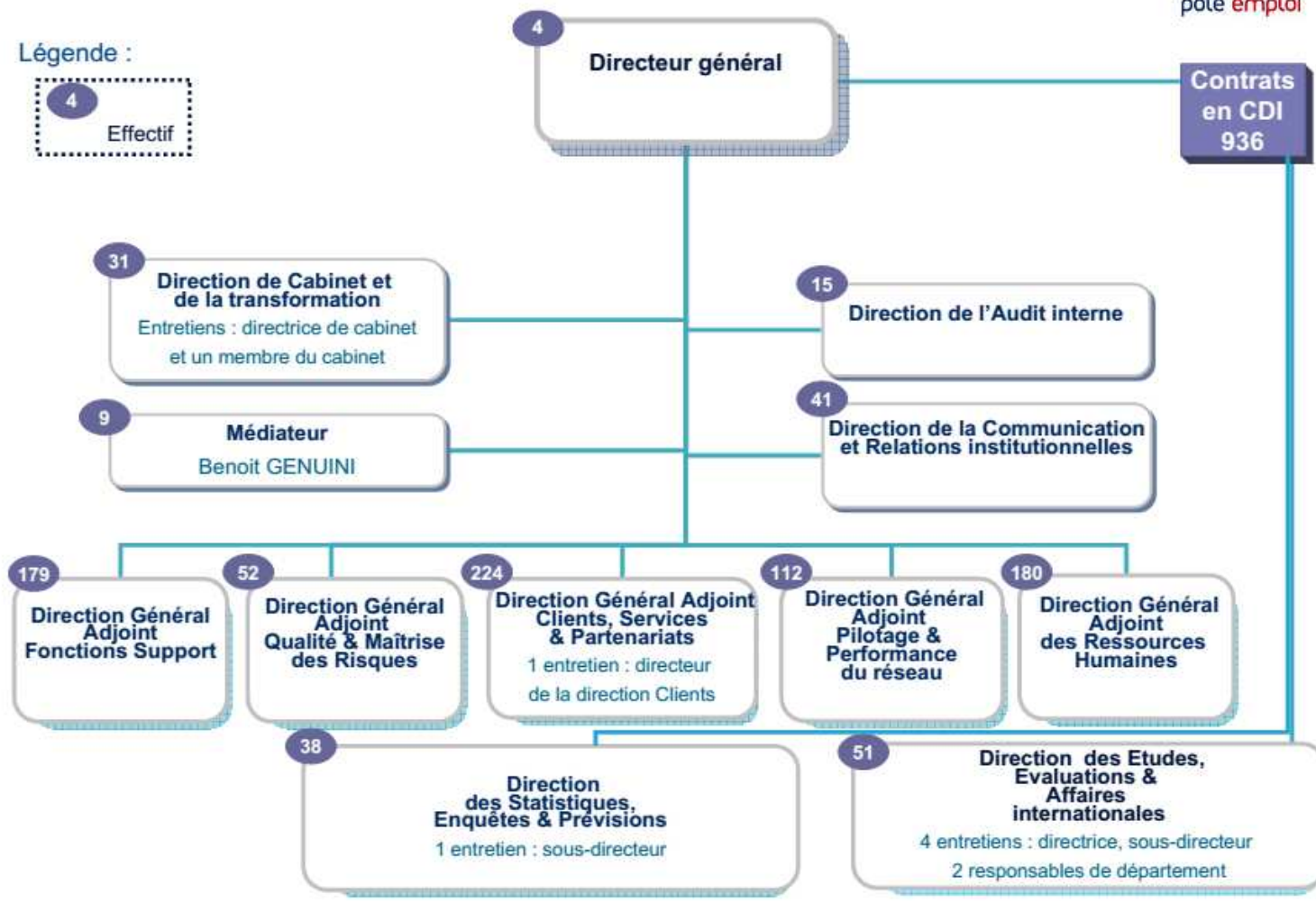
- **Direction des statistiques, enquêtes et prévisions**

Cette direction a pour fonction de « *gérer les systèmes d'information statistique de Pôle emploi* ». Elle « *produit et analyse les statistiques sur le marché de l'emploi, le marché du travail, l'indemnisation du chômage et les dispositifs gérés par Pôle emploi pour le compte de tiers* ». Elle représente Pôle emploi au sein des institutions de la statistique publique (Insee, DARES, Cnis, ...). Elle « *anime et fournit un support logistique au réseau des correspondants statistiques en région et développe une culture statistique au sein de Pôle emploi* ».

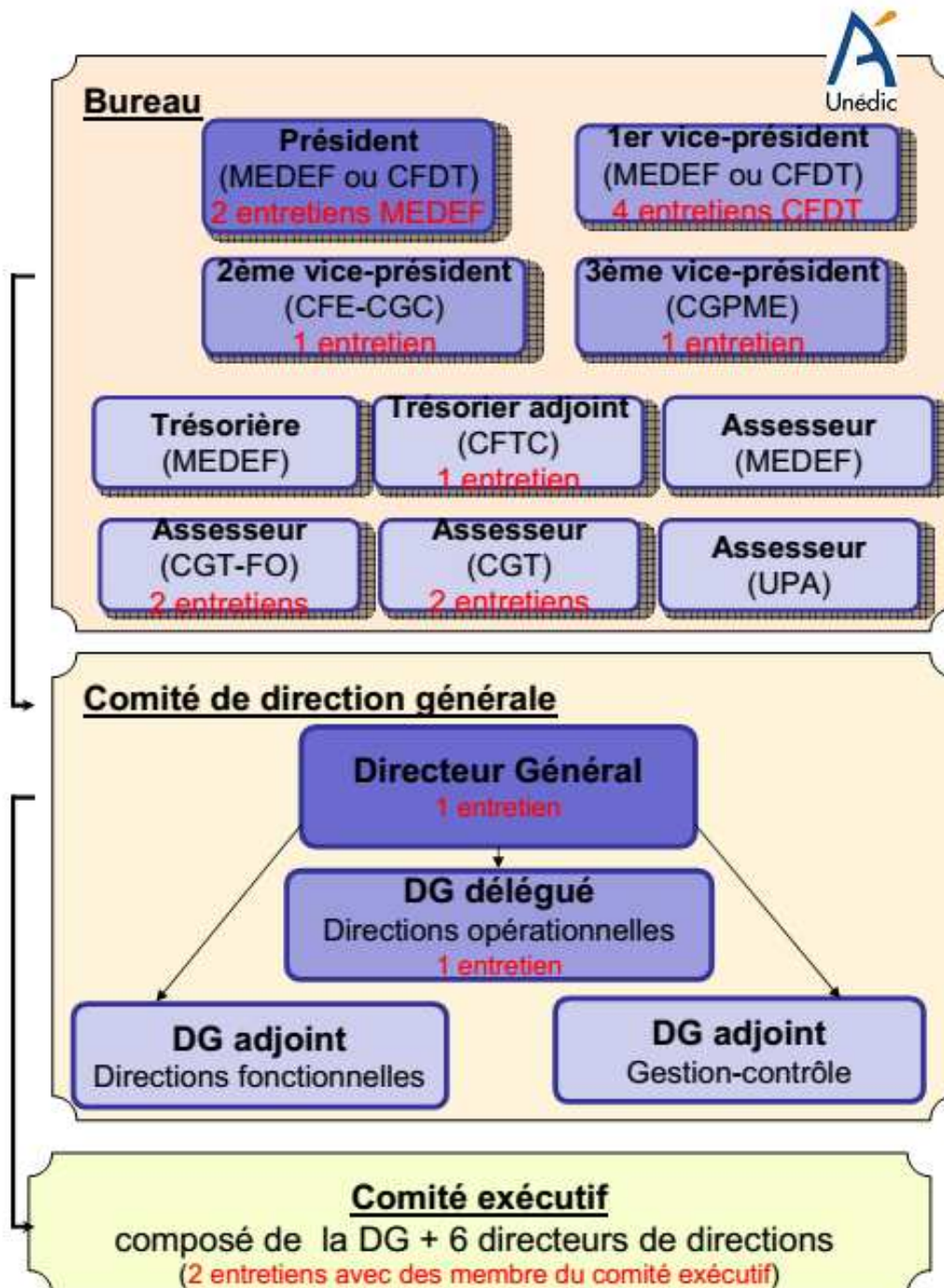
- **Direction générale adjointe clients, services, partenariats**

Elle est subdivisée en sept directions découpées en départements qui regroupent des pôles. Les activités nationales relatives au recours aux OPP sont supervisées et réalisées au sein du département Services de la direction Clients. Ce département « *développe et déploie les produits et services en direction des demandeurs d'emploi et des actifs* » dont l'accompagnement interne et externe. Il supervise le suivi et le contrôle de la recherche d'emploi réalisés au sein de Pôle emploi.

Légende :



Annexe XII – Direction de l'Unédic : organigramme et notice de présentation



La direction générale de l'Unédic a connu plusieurs réorganisations entre 2003 et 2011. Sur l'ensemble de la période, la spécificité liée au caractère paritaire de l'institution paritaire est restée inchangée : la direction générale suit les orientations données par le Bureau dont la composition est paritaire. Un domaine est de la compétence exclusive de la direction générale : la gestion des « ressources humaines » (à quelques recrutements et promotions près).

La direction générale est composée de quatre personnes qui assistent aux réunions de Bureau (deux seulement après la fusion) : le directeur général et trois directeurs généraux adjoints chacun en charge de superviser plusieurs directions. Trois domaines de l'activité de l'Unédic sont distingués. Ceux relatifs aux activités opérationnelles, c'est-à-dire à la réalisation des activités de recouvrement et de paiement des allocations délivrés par les Assédic. Ils ont la responsabilité de la coordination et du suivi des Assédic. Cette activité disparaît avec la fusion. Ceux relatifs à la gestion et au contrôle qui rassemblent les activités liées à la gestion des comptes de l'assurance chômage et à la gestion des marchés passés par le régime. Ceux relatifs aux activités fonctionnelles qui regroupent la direction des ressources humaines, la direction des services immobiliers, la direction des services informatiques, la direction de la communication et la direction juridique et la direction études et de statistiques.

Après la fusion, l'Unédic compte une direction financière, une direction des affaires juridiques, une direction des études et statistiques, une direction de la communication, une direction des services informatiques et une direction de l'audit.